

LE PATRON DE L'UGTA EST CATÉGORIQUE :

"UN TRAVAILLEUR A BESOIN D'UN SALAIRE DE 75.000 DINARS"

Page 5

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

243 NOUVEAUX CAS POSITIFS ET 5 DÉCÈS EN 24 HEURES

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4182 | Mercredi 27 janvier 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

HANDBALL

ALAIN PORTES POURSUIT SON AVENTURE AVEC L'ALGÉRIE

Page 14

ABDELAZIZ DJERAD :

"LES DOUANES DOIVENT CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION"

Pages 3

AMMAR BELHIMER



L'ETAT ATTACHÉ À LA MORALISATION DE L'ACTION POLITIQUE

Page 2

REFUS DE LA FRANCE DE RECONNAÎTRE SES CRIMES

"UNE DÉROBADE HISTORIQUEMENT INDIGNE"

Page 4

SAMI AGLI APPELLE À "PÉNALISER LES BUREAUCRATES" :

"ON VOIT LE BATEAU COULER ET ON NE FAIT RIEN"

Page 5

AMMAR BELHIMER, MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

L'Etat attaché à la moralisation de l'action politique

Les prochaines échéances électorales seront une occasion pour l'Etat d'affirmer son attachement à "la moralisation de l'action politique et la promotion de la performance des élus du peuple, dans le cadre de la transparence et de la lutte contre la corruption", a affirmé lundi le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Dans un entretien accordé au site "Sabq Press", M. Belhimer a indiqué que "les élections législatives et locales anticipées seront, le moment venu, une occasion pour l'Etat d'affirmer son attachement à la moralisation de l'action politique, la promotion de la performance des élus du peuple, dans le cadre de la transparence, de la lutte contre la corruption, de l'égalité des chances homme/femme et du renforcement de la participation des jeunes algériens sans exclusive".

Après promulgation de la Constitution révisée, il est procédé à "l'enrichissement de la mouture du projet de loi électorale, en y associant les différentes parties prenantes, et à leur tête les partis politiques et la société civile", a-t-il souligné. Interrogé sur l'évaluation du bilan annuel



de l'action du Gouvernement, le ministre a estimé qu'"il est tout à fait naturel de ne pas voir les bilans de tous les secteurs atteindre le même niveau et les mêmes résultats escomptés ou du moins attendus". "C'est pourquoi le Conseil des ministres œuvre, lorsqu'il consacre une réunion à l'évaluation de la performance gouvernementale, à rattraper la situation en tentant de cerner les points faibles, les raisons ou les obstacles entravant l'avancement des choses, avant de proposer des solutions à même de renforcer le rendement du staff gouvernemental au service de la patrie et du peuple sans plus", a ajouté M. Belhimer.

Quant à la fermeture par Facebook de certains comptes qui s'attaquent à plusieurs pays, dont l'Algérie, M. Belhimer a relevé qu'une telle action "confirme la véracité des renseignements que l'Etat détient et partage avec les citoyens en vue de les sensibiliser quant aux dangers qui guettent l'Algérie", des dangers, a-t-il dit, qui se sont "avérés qui s'inscrivent dans la perspective d'un plan étranger, ourdi de hauts niveaux, pour attenter à notre pays".

"L'implication de parties françaises, de renseignements de l'entité sioniste et du

Makhzen dans l'exécution de ce plan abject, appelle à redoubler de vigilance, consolider le front interne et à se dresser comme un seul Homme, en vue de préserver notre Patrie de tout mal, quel qu'en soit la nature, la source et l'étendue", a souligné le ministre.

A ce propos, le ministre a mis en avant les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP), "qui veille avec bravoure et professionnalisme à défendre le pays, à sécuriser ses frontières et à assurer la stabilité pour ses habitants".

Assurant que "les frontières du pays sont sécurisées contre toute infiltration, grâce à la vigilance des forces de l'ANP", M. Belhimer a relevé que "les exercices tactiques et opérationnels, ainsi que les préparatifs au combat, menés par les différentes formations et composantes de l'armée, ont mis en évidence leurs capacités et aptitudes et le niveau précis et élevé de leur professionnalisme, pour faire face à toutes les éventualités, en toutes circonstances".

Le porte-parole du Gouvernement a abordé, par ailleurs, les principaux chantiers ouverts par le Secteur, affirmant que la création du Conseil national de l'information "est pris en charge dans le

projet qui modifiera et complètera la Loi sur l'information". "La création ces derniers jours d'un Syndicat des éditeurs algériens par un groupe d'éditeurs et de représentants d'établissements médiatiques de presse écrite et électronique, se veut une mesure qui permet, à son tour, de constituer le Conseil", a-t-il ajouté.

S'exprimant sur le dossier de la presse électronique, M. Belhimer a fait savoir que la direction des médias au ministère de la Communication a "entamé, début janvier, la délivrance des attestations d'enregistrement aux sites d'informations et poursuit sa mission jusqu'au parachèvement de l'étude de l'ensemble des dossiers déposés". Il a évoqué, par ailleurs, les préparatifs pour l'acquisition du vaccin anti Covid-19, à travers "la mise en œuvre de la stratégie nationale de la lutte contre la pandémie pour laquelle une enveloppe de 20 milliards de DA a été consacrée. Un montant qui couvre également l'opération d'importation du vaccin avant fin janvier courant". Le ministre de la Communication a fait état de la prise en charge en cours des différents aspects relatifs à la réception du vaccin et à l'opération de vaccination par la formation des formateurs, tout en assurant les moyens de conservation et de livraison, outre la mobilisation des équipes mobiles pour la vaccination des habitants des zones de l'ombre, ainsi que la mise au point "d'une plateforme numérique pour la prise des rendez-vous". Répondant à une question sur la cause sahraouie, M. Belhimer a rappelé la position constante de l'Algérie, indiquant, à ce propos, "tant que le Conseil de sécurité n'a pas encore nommé un représentant onusien au Sahara occidental, toutes les hypothèses sont envisageables". "Cette situation appelle à l'impératif d'accélérer l'application de la légalité internationale, une revendication claire de l'Algérie", a conclu M. Belhimer.

R. R.

LOI ÉLECTORALE

Le FLN approuve le rapport préliminaire de ses propositions

PAR RACIM NIDHAL

Le parti du Front de libération national (FLN), a approuvé le rapport préliminaire élaboré par le groupe de travail chargé de formuler les propositions du parti, concernant l'avant-projet de code électoral, a indiqué le Secrétaire général du parti, Abou El Fadl Baadji. Lors d'une conférence de presse, animée à l'issue de la réunion du Bureau politique du parti, M. Baadji a souligné que le rapport final qui sera envoyé à la présidence de la République dans les délais fixés, "répondra aux aspirations des Algériens qui veulent voir des institutions élues qui expriment réellement la volonté politique et qui soient le résultat d'une concurrence politique et morale et tirent des leçons des erreurs du passé". Baaadji a souligné que les assemblées élues doivent préserver "la place des formations politiques", étant "la base du processus démocratique et électoral du pays". La version originale de l'avant-projet de la loi organique des élections a été distribuée la semaine dernière aux partis

politiques, pour enrichissement, et ce sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette mouture vise à "ancrer la démocratie, à moraliser la vie politique et à garantir un choix libre, loin de toute influence matérielle". Elaboré par la Commission nationale chargée de

l'élaboration du projet de révision de la loi organique des élections, présidée par Ahmed Laraba, ce document cite, dans son premier article, les principaux objectifs de la loi organique, dont la définition des principes fondamentaux et des règles relatives au système électoral.

R. N.

ÂGÉ DE 82 ANS

Décès du Général-major et Moudjahid Rabah Boughaba

Le Général-major à la retraite et moudjahid, Rabah Boughaba, est décédé lundi à l'hôpital central de l'Armée à Ain Naadja (Alger), à l'âge de 82 ans, des suites d'un malaise. La dépouille du défunt a été inhumée, après la prière d'El Asr, au cimetière de Dely-Brahim à Alger.

En cette douloureuse circonstance, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté, dans un message à l'adresse de la famille du défunt, ses condoléances les plus sincères, priant le Tout-Puissant de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter ses proches courage et réconfort.

Le défunt avait occupé plusieurs postes de responsabilité dans les rangs de l'Armée nationale populaire (ANP), notamment Commandant de la 1re et de la 5e régions militaires.

R. N.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 28 morts et 1.183 blessés en une semaine

Vingt huit (28) personnes sont décédées et 1.183 autres ont été blessées, dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national entre le 17 et le 23 janvier, a indiqué hier un bilan hebdomadaire de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec quatre (4) personnes décédées et 66 autres blessées dans 39 accidents de la route, selon la même source. Outre les accidents de la route, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour procéder à l'extinction de 637 incendies urbains, industriels et autres, et ont exécuté 4.253 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses. S'agissant des activités de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 353 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas du pays, portant sur la sensibilisation des citoyens sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique, et 331 opérations de désinfection générale ciblant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles. Pour ces deux opérations, 1.430 agents, tous grades confondus, 267 ambulances et 160 engins d'incendie ont été mobilisés.

R. N.

ABDELAZIZ DJERAD :

“Les Douanes doivent contribuer à la lutte contre la corruption”

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé mardi à Alger, le corps de la Douane à une "plus grande" contribution aux efforts de l'Etat en matière de lutte contre la corruption.

PAR LAKHDARI BRAHIM

La Douane algérienne doit participer davantage à l'effort soutenu de l'Etat, en matière de lutte contre la corruption", a indiqué M. Djerad qui a présidé la célébration de la Journée internationale de la Douane au Centre international de conférences (CIC), en présence de ministres et de Hauts responsables. Il a également appelé ce corps "sensible" à "encourager les investissements générateurs de richesse et de postes d'emploi" et à "accompagner la relance économique, en renforçant l'encadrement et la valorisation des ressources humaines mais également en procédant à la modernisation des modes de gestion". Pour M. Djerad, la situation actuelle de l'économie nationale, notamment en pleine crise multidimensionnelle qui frappe tous les pays du monde, requiert "la mobilisation de toutes les institutions, en particulier le corps des Douanes, au regard de son rôle clé dans la protection de l'économie nationale et l'ouverture de nouvelles perspectives à même de faciliter les investissements nationaux et étrangers, de promouvoir le commerce extérieur, de diversifier l'économie nationale et de générer de nouvelles ressources financières".

Pour atteindre ces objectifs, le ministre a appelé à considérer la formation en tant qu'"axe majeur" dans le processus de modernisation des Douanes, à travers le renforcement des échanges et de la coopération bilatérale et multilatérale, en vue d'ériger cette institution en administration "plus transparente, moderne et performante". "L'administration des Douanes est invitée à poursuivre ses efforts, pour ancrer une éthique et une déontologie professionnelle 'exemplaires' au sein de ce corps, à travers la consécration des principes de la bonne



gouvernance et du respect strict des valeurs mondiales en la matière énoncées dans la Déclaration d'Arusha de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD)", a-t-il soutenu. Ces valeurs internationales, auxquelles adhèrent les Douanes, doivent orienter le comportement de tous les membres de ce corps et constituer, de même, "le dénominateur commun à la famille des douanes", a-t-il plaidé, exhortant les fonctionnaires de cette administration, à "consentir davantage d'efforts et de sacrifices pour la promotion de ce corps sensible aux plus hauts niveaux d'efficacité et de mobilisation". "Le rétablissement de la confiance, entre le gouvernant et le gouverné, commence d'abord par un travail continu, sincère et transparent, dans le respect de la loi, des principes de la patrie et de la mémoire des chouchada", rappelle le Premier ministre.

Impérative actualisation des statistiques du commerce extérieur

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a insisté hier au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal à Alger, où il a présidé la cérémonie de célébration de la Journée internationale de la Douane (JID), sur l'impérative actualisation des statistiques relatives au commerce extérieur et leur publication sur Internet. Visitant une exposition consacrée aux activités des Douanes algériennes, organisée à cette occasion, le Premier ministre

a affirmé que les statistiques du commerce extérieur doivent être "accessibles à tous", soulignant que les statistiques fournies par les Douanes algériennes "sont exactes et donnent une image claire sur la situation du commerce extérieur du pays". Ces chiffres "jouent un grand rôle dans la transparence et l'accompagnement des opérateurs économiques", a-t-il ajouté. La Journée internationale de la Douane est placée cette année, sous le thème "relance, renouveau, résilience: la douane au service d'une chaîne logistique durable", et les efforts des services des Douanes seront focalisés sur les moyens de surmonter l'impact de la pandémie internationale, et l'appui des individus et entreprises, à travers le renforcement de la chaîne d'approvisionnement, la consolidation de la coopération et la mobilisation de la technologie. Il est à noter, que la célébration de la JID en Algérie est placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

La numérisation, principal axe de développement de l'action douanière

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé que la numérisation constituait le principal axe de développement de l'action douanière. M. Djerad a souligné, que la numérisation de l'administration douanière lui permettra d'atteindre un niveau mondial, en sus de faciliter son travail, affirmant que le contrôle douanier doit se faire par des moyens modernes. Le Premier ministre qui a visité

l'exposition, accompagné du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane et le Directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi a insisté sur l'importance de "lutter efficacement contre le phénomène de contrebande et les fléaux préjudiciables à l'économie nationale".

La Journée internationale de la Douane est placée cette année sous le thème "relance, renouveau, résilience: la douane au service d'une chaîne logistique durable", et les efforts des services des douanes seront focalisés sur les moyens de surmonter l'impact de la pandémie internationale et l'appui des individus et entreprises, à travers le renforcement de la chaîne d'approvisionnement, la consolidation de la coopération et la mobilisation de la technologie.

L. B.

DANS LES PROCHAINES SEMAINES Les Douanes algériennes ouvriront leur guichet unique

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a annoncé hier à Alger, l'ouverture, dans les semaines à venir, du guichet unique des Douanes algériennes, rapporte la Radio nationale. S'exprimant à l'occasion de la Journée internationale de la douane, le ministre a déclaré que ce guichet unique aura "la double mission de faciliter et aussi de sécuriser les transactions économiques extérieures de l'Algérie", précise la même source. Dans ce contexte, il a ajouté que la transformation souhaitée de l'appareil douanier nécessite de réunir les conditions nécessaires à l'ouverture à l'économie mondiale, notamment à travers les zones de libre-échange arabe, africaine et régionale. Le ministre a souligné la nécessité de "suivre le rythme des transformations économiques mondiales grâce à une mobilisation totale et à la volonté de relever les défis pour protéger l'économie nationale et contribuer à la promotion du commerce extérieur en facilitant les procédures d'exportation des produits nationaux et en luttant contre la fraude douanière sous toutes ses formes, comme la surfacturation", selon le même média.

EN 2020

18 kg de cocaïne et 1.5 million de comprimés psychotropes saisis

Plus de 18 kilogrammes de cocaïne et 1.5 millions de comprimés psychotropes, dont la plupart provient du Maroc, ont été saisis en 2020 par les Douanes algériennes, a indiqué, hier, Mohammed Arezki Hennad, directeur de la lutte contre la contrebande et les stupéfiants à la direction générale des douanes. Lors de son intervention sur les ondes de la Radio Algérienne, celui-ci, précise qu'il a été procédé, aussi, à la saisie de 16 tonnes de drogue, kif traité, durant la même période. Selon le même responsable, le phénomène, des stupéfiants qui proviennent de l'ouest du pays, continue de prendre de l'ampleur, malgré les efforts déployés par les brigades des Douanes pour lutter contre ce phénomène.

R. N.

Nécessité de lutter contre "les lourdeurs bureaucratiques"

PAR RANIA NAILI

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, hier à Alger, la nécessité de simplifier les procédures douanières et de lutter contre "les lourdeurs bureaucratiques" pour améliorer l'attractivité des investissements en Algérie. Présidant la cérémonie de célébration de la Journée internationale de la Douane au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, en présence de ministres et de cadres supérieurs, M. Djerad a souligné que la réforme de l'administration douanière constituait "un axe essentiel" dans le programme du président de la République et du plan d'action du Gouvernement, d'où l'impératif d'adapter les textes régissant cette activité, d'opter pour la numérisation et la simplification des procédures et de lutter

"contre les lourdeurs bureaucratiques préjudiciables à l'attractivité des investissements dans notre pays". Pour le Premier ministre, les Douanes algériennes sont à l'avant-garde, en matière de protection de l'économie nationale et des intérêts économiques du pays, en veillant au respect de la législation et règlement en vigueur relatifs à la circulation transfrontalière des marchandises, et à la lutte contre le trafic illicite, la contrebande, le blanchiment d'argent et le crime organisé transfrontalier pour protéger l'économie nationale et préserver la sécurité des citoyens. Les Douanes œuvrent à la promotion de la concurrence loyale entre les opérateurs et à l'encouragement de l'investissement et de la production des marchandises et des services, outre la contribution à la réalisation des équilibres financiers, à travers le recouvrement des droits et des taxes, a-t-il

soutenu. Les Douanes sont également une institution aidant à la prise de décisions économiques et stratégiques, à la faveur de la collecte, de l'ajustement et de l'analyse des statistiques relatives au commerce extérieur, a-t-il expliqué. Partant, les Douanes sont appelés à "participer aux grandes réformes lancées par l'Etat pour la redynamisation de l'économie et la mise en place d'un nouveau modèle économique, à travers le renforcement de la protection de la production nationale et la contribution à l'amélioration du climat des affaires et à l'assainissement des domaines économique et commercial, en accompagnant la concrétisation d'une politique commerciale maîtrisée vis-à-vis de nos partenaires à même de servir les intérêts stratégiques de notre pays, de faciliter les exportations et d'investir les marchés extérieurs".

R. N.

REFUS DE LA FRANCE DE RECONNAÎTRE SES CRIMES :

“Une dérobade historiquement indigne”

Le politologue et universitaire français, Olivier Le Cour Grandmaison, a affirmé que la responsabilité de l'historien Benjamin Stora était "complète" par rapport à la "dérobade historiquement et politiquement indigne" de la France officielle qui exclut toute reconnaissance des crimes de guerre et contre l'humanité commis en Algérie durant la colonisation (1830-1962).

PAR CHAHINE ASTOUATI

"Si la France et l'actuel président de la République (Emmanuel Macron) excluent toute reconnaissance des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au cours des 130 ans de colonisation de l'Algérie, c'est aussi parce que le rapport rendu par le conseiller-historien Benjamin Stora, tranche en ce sens", a indiqué M. Le Cour Grandmaison, dans un entretien accordé hier à l'APS.

Il réagit à l'attitude de la France officielle, qui a exclu toute forme de repentance ou d'excuses suite au rapport sur la colonisation, remis mercredi dernier par Benjamin Stora au Président français.

Pour M. Le Cour Grandmaison, "de ce point de vue, la responsabilité de Stora est complète puisqu'il fournit ainsi à Emmanuel Macron, comme à tous ceux



qui refusent de s'engager dans cette voie indispensable à la manifestation de la justice, de l'égalité et de la vérité, de nombreux arguments pour justifier une fois encore cette dérobade historiquement et politiquement indigne".

"Elle s'inscrit dans la continuité de la politique française en cette matière et le programme +commémoriel+ élaboré par Benjamin Stora ne change rien à l'affaire", a-t-il ajouté, relevant "quelques modestes avancées bien faites pour tenter d'occulter la persistance de ce refus et donner du grain à moudre au président français qui sera bientôt en campagne électorale".

Il a fait observer, que "contrairement à de

nombreux pays qui ont reconnu les crimes commis au cours de leur histoire coloniale, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique, notamment, sans oublier les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada qui ont, eux aussi, reconnu les torts insignes infligés aux populations autochtones, la France se signale donc par cette pusillanimité inacceptable pour les victimes comme pour leurs descendants, qu'ils soient Algériens ou Français".

Et de poursuivre : "Inacceptable, elle l'est également pour toutes celles et tous ceux qui, en France, se mobilisent depuis des décennies parfois pour faire connaître et

reconnaître ces crimes longtemps niés", d'où, a-t-il ajouté, "la permanence de nombreuses discriminations mémorielles et commémorielles qui frappent les héritiers de l'immigration coloniale et post-coloniale, dont l'histoire singulière n'est pas ou peu prise en compte".

Pour cet universitaire, titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un DEA en sciences politiques et de philosophie, "cela vaut pour les manuels scolaires, pour l'enseignement comme pour les initiatives publiques nationales. A preuve, enfin, l'absence de musée consacré à l'histoire coloniale de l'Hexagone".

Archives classées secret-défense ou "duplicité" de la France. S'agissant du volet relatif aux archives classées secret-défense, le politologue français a estimé que sur "ce point capital, puisqu'il y va de la liberté de la recherche et de droits démocratiques majeurs, le président Macron fait preuve d'une duplicité remarquable".

"D'un côté, il prétend favoriser l'ouverture des archives au plus grand nombre, de l'autre, pour satisfaire la hiérarchie militaire et son électoral le plus conservateur, Macron défend des mesures contraires à la loi du 15 juillet 2008, relative à l'accès aux archives et aux délais permettant leur communication", a encore déploré M. Le Cour Grandmaison.

En ce sens, il a estimé que "ces mesures rendent impossible, très difficile en tout cas, la communication de certains documents classés +secret défense+", ce qui explique, a-t-il dit, "le recours, devant le Conseil d'Etat, en date du 15 janvier 2021, de plusieurs associations importantes de chercheurs et d'enseignants sans oublier l'Association Josette et Maurice Audin".

C. A.

TRÈS CHÈRE LA OMRA !

Les tarifs pourraient connaître une hausse de 25 à 40%

PAR IDIR AMMOUR

Tout le monde s'accorde à dire, que le prix à payer pour s'acquitter du devoir du Hadj ou de la Omra ne cesse d'augmenter d'une année à une autre, au point de devenir pratiquement inaccessible pour la majorité des citoyens en général à faible revenus en particulier.

En effet, le Directeur de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Abderrezak Sebkak, vient de le confirmer sur l'une des plateaux d'une chaîne satellitaire, indiquant qu' "au regard des conditions liées au transport et à l'hébergement, dans le cadre des mesures prises contre la pandémie du nouveau coronavirus, une hausse des coûts de la Omra reste envisageable, la nouvelle saison, avec un taux de 25 à 40%".

Une autre nouvelle, pas la bonne encore une fois, qui heurtera sûrement les fidèles, surtout par rapport aux différentes promesses et aux déclarations annoncées par les autorités.

Toutefois, il a souligné que pour l'heure c'est "une éventualité", car "une baisse n'est pas totalement écartée, en cas de recul de la demande, les prestataires saou-

diens étant obligés alors de diminuer leurs tarifs". Sur le plan organisationnel, cette annonce met encore une fois à nu, une réalité qu'ils veulent, à tout prix, nier. Celle d'une gestion qui laisse à désirer, où le doute et les probabilités sont les maîtres mots.

Sachant que l'information, c'est la précision. Les pèlerins sont encore une fois les seuls otages d'une organisation qui n'arrive toujours pas à trouver ses marques.

Au sujet de la date d'ouverture des inscriptions et des premiers vols, après l'annonce par le Royaume saoudien de la réouverture de la Omra aux non résidents à compter du 31 mars prochain, le Directeur de l'ONPO a expliqué que pour notre pays, la décision revient aux hautes Autorités, seules habilitées à décider de l'ouverture de l'espace aérien aux dessertes de et vers l'Algérie.

A ce jour, 497 agences ont postulé pour cette saison, dont 349 ont été agréées, a-t-il ajouté, précisant que les autres dossiers sont en étude, sachant que 97 agences n'avaient jamais participé avant à cette opération.

I. A.

LA RELANCE DE L'ARTISANAT DONNE SES FRUITS

30.000 nouvelles entreprises créées

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Le secteur de l'artisanat est de retour, après une année de crise sanitaire qui l'a stagné. Près de 30.000 entreprises ont été créées durant l'année 2020, à la faveur d'un plan de relance qui a donné ses résultats.

C'est ce qu'a indiqué à la presse le DG des industries artisanales au niveau du ministère du Tourisme, Kamel Bouam, en soulignant que "30.000 entreprises artisanales sont actives actuellement dans le secteur, avec des nouveaux projets qui seront concrétisés dès cette année".

On avait prédit la disparition de cette activité, en raison de l'impact causé par la Covid-19. Mais, selon Kamel Bouam, "le virus n'a pas arrêté toutes les activités de l'artisanat qui se sont adaptées à la situation, en créant des micro-entreprises pour se maintenir".

Au contraire, les artisans se sont regroupés en petites associations professionnelles tout au long de l'année dernière pour "protéger les activités contre toute forme de faillite". Près de 32 Associations professionnelles ont permis de créer de l'emploi aux jeunes. Selon le DG de l'industrie artisanale du ministère, "on recense actuellement près de 1.200 jeunes qui travaillent dans 750 ateliers à travers le territoire national".

Ce qui est un point positif, du moment que "l'Etat intervient dans la formation et

assure au jeune une disponibilité, dans son choix de travailler dans le secteur de l'artisanat". Pour le président de la Fédération nationale des artisans, Réda Yaici, "l'Etat a bien soutenu le secteur durant son année de crise". Il souhaite que les engagements se traduisent par "des crédits sans intérêts à tous les artisans et qu'en parallèle ces derniers prennent en charge 3 à 4 jeunes pour l'emploi".

Cette initiative sera invraisemblablement mise en route dès cette année, puisque le Gouvernement s'est engagé à le faire, en misant à booster les micro-entreprises et à aider les futurs jeunes promoteurs dans le secteur en les enjoignant au financement des start-up. Dans ce sillage, le président de cette Fédération reconnaît que "l'artisanat local se dispute une concurrence avec les produits étrangers, et qu'il faudra dorénavant le soutenir davantage pour réduire la facture de l'importation". Contrairement à ce qui été prédit, l'artisanat connaît un engouement auprès des consommateurs. "Les bijouteries traditionnelles, la confection du design, le bois et les accessoires de décoration sont les plus rentables actuellement", affirme Réda Yaici. Avec un déconfinement sanitaire qui est progressif, les artisans s'attendent cette année à plus d'ouverture, à la faveur de la relance du tourisme local comme un premier pas.

F. A.

SAMI AGLI APPELLE À "PÉNALISER LES BUREAUCRATES" : "On voit le bateau couler et on ne fait rien"

Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), a déploré le retard dans l'application des "mesures d'urgence" pour sauver les entreprises privées en crise.

PAR RIAD EL HADI

"Malheureusement, les choses n'avancent pas comme on le souhaite alors que les entreprises se fragilisent chaque jour. On ne voit pas de prises de décision majeures pouvant changer le vécu des entreprises", a déclaré, ce mardi 26 janvier à la chaîne III de la Radio nationale, Sami Agli. Il a qualifié de "plan de dernière chance", le programme de relance économique proposé par le gouvernement (2020-2024). "Nous héritons d'une situation catastrophique avec 2019 une année compliquée, et 2020, avec tout le lot qu'elle a ramené (Covid-19). Il faut des mesures d'urgence, de rupture, sentir le changement d'une manière opérationnelle et rapide", a-t-il préconisé.

"La bureaucratie, une autre forme de terrorisme"

Lors de ses rencontres avec le président de la République, les ministres et les représentants d'institutions, le patronat a présenté des dizaines de propositions pour relancer l'économie et protéger les entreprises privées ayant souffert d'arrêt d'activités, en raison de la crise sanitaire de Covid-19. Certaines entreprises souffrent d'endettement et n'ont pas pu honorer leurs engagements vis-à-vis des caisses sociales (CNAS, CASNOS...). "La bureaucratie aujourd'hui est une forme de terrorisme. Quand on bloque la création de



richesses, de projets, il faut penser à pénaliser les bureaucrates. C'est un vrai danger surtout qu'on est en situation de détresse économique", a-t-il alerté. Il a cité l'exemple de certaines administrations, qui "n'accusent même pas réception" du courrier des chefs d'entreprises.

Blocage des dossiers du foncier industriel

Le temps administratif est pesant sur l'économie. Il n'est pas normal qu'on arrive à cette stagnation et à cette inertie. On voit le bateau couler et on ne fait rien. L'entreprise est aujourd'hui la solution à la crise, mais pour qu'elle le devienne il faut lui permettre de se maintenir(...) Nous avons besoin de toutes les énergies pour sortir de la crise. La solution réside également dans la bureaucratisation dans

les faits", a plaidé Sami Agli. Il a évoqué le blocage de dossiers présentés par des investisseurs, relatifs au foncier industriel dans plusieurs wilayas.

Le blocage est lié notamment, au retard enregistré dans la création de l'Agence nationale du foncier devant remplacer les Calpiref (Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régularisation du foncier au niveau local).

Sami Agli a parlé aussi de "blocage" de demandes de financement ou de rééchelonnement de remboursement de crédits au niveau des banques. "Il n'y a pas d'accompagnement, les taux d'intérêt sont excessivement élevés. Nous sommes parmi les pays les plus chers en matière de taux d'intérêt. Cela varie de 7 à 10 %. L'acteur économique doit avoir la possibi-

lité d'aller chercher les financements en crédits-acheteurs ou en crédits-fournisseurs", a plaidé le président de la CAPC. Il faut, selon lui, varier les sources de financement de l'économie en multipliant les fonds d'investissement et encourageant le financement entre chefs d'entreprises.

Les chefs d'entreprises ont peur

Les chefs d'entreprises ont, selon lui, peur de l'avenir. "Comment se maintenir, préserver les acquis et sauver les entreprises et les emplois. L'emploi, c'est le pouvoir d'achat. Et le pouvoir d'achat est la locomotive de l'économie", a-t-il dit. Il a qualifié de réaliste le chiffre de 500.000 emplois perdus (emplois déclarés), en raison de la double crise de perturbations politiques et de Covid-19, en 2019 et 2020.

Ce chiffre a été avancé, début décembre 2020, par Mohamed Cherif Belmihoub, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Prospective. Sami Agli a évoqué aussi les pertes d'emploi dans le secteur informel. "Aussi, les pertes sont plus importantes. On peut même parler du double du chiffre, à l'aise", a-t-il appuyé. Il a proposé la création d'un organe pour centraliser les données et les informations économiques. D'après lui, les informations fournies par les Douanes, l'ONS (Office national des statistiques), et d'autres organes ne sont pas homogènes, parfois approximatives. Il a estimé que la maîtrise de la donnée économique permettra de faire les bons diagnostics et proposer les solutions adéquates.

R. E.

SONATRACH 2021 verra une croissance de la production et des ventes

PAR RAYAN NASSIM

L'année 2021 verra une croissance de la production et des ventes de la Société nationale des hydrocarbures Sonatrach, a indiqué son P-dg, Toufik Hakkar.

"En matière d'activités opérationnelles, 2021 verra une croissance de la production et des ventes", a prédit M. Hakkar dans l'éditorial du dernier numéro de la Newsletter, éditée par le groupe pétro-gazier.

Il a, dans ce cadre, assuré qu'à moyen terme Sonatrach "continuera à satisfaire les besoins croissants du marché national, qui atteindront 70 millions TEP à partir de 2024, tout en maintenant un niveau d'export au dessus de 90 millions TEP annuellement, grâce à la mise en production de nouveaux gisements dans les régions Sud-Ouest et Sud-est".

Il a, dans ce sillage, rappelé que le programme d'investissement de Sonatrach pour les cinq prochaines années, s'élèvera à 40 milliards de Dollars, dont 51% en dinars.

Ce programme "traduit la mise en œuvre

de notre politique de promotion du contenu local, avec la volonté tangible de s'inscrire dans une démarche intégrative des entreprises nationales quant à la réalisation de nos projets", affirme M. Hakkar.

Revenant sur la situation de la société l'année précédente, le Pdg du groupe souligne que, malgré le contexte "particulièrement pénible" traversé durant l'année 2020 et induit par la pandémie de COVID-19 et la crise des marchés pétroliers et gaziers, la résilience de Sonatrach lui a permis de faire face aux conséquences de cette double crise inédite, en limitant son impact sur ses activités opérationnelles et ses capacités financières.

Ceci s'est notamment traduit, poursuit-il, par "la réalisation de 18 nouvelles découvertes, la mise en service d'importants projets et infrastructures gazières, la signature du contrat de réalisation de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud et la signature du contrat FEED du

projet pétrochimique pour la production de polypropylène, qui nous permettront de renforcer nos capacités actuelles et conti-

nuer à honorer nos engagements tant sur le marché national qu'international".

Il a également mis en avant la relance de l'intérêt des partenaires étrangers pour le domaine minier algérien, à travers la concrétisation de plusieurs accords et mémorandums, et le renouvellement des accords gaziers conclus avec nos partenaires italiens et espagnols, en les qualifiant des "signaux positifs ouvrant des perspectives prometteuses".

Evoquant le bilan de SONATRACH pour l'année 2020, il a expliqué l'écart enregistré dans le chiffre d'affaires des exercices 2019 et 2020 par des "facteurs exogènes", à savoir, la baisse des prix des hydrocarbures et l'imposition de la production aux quotas de l'Opep dont l'Algérie est un membre très actif.

"Sonatrach a clôturé l'exercice précédent avec un résultat positif, fruit des efforts consentis par l'ensemble de nos collectifs et par l'Entreprise à travers, notamment, la réduction des dépenses d'exploitation et d'investissement", a-t-il analysé.

R. N.

LE PATRON DE L'UGTA EST CATÉGORIQUE : "Un travailleur a besoin d'un salaire de 75.000 dinars"

Le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha, a révélé hier, qu'un travailleur a besoin d'un salaire moyen de 75.000 dinars, pour pouvoir subvenir à ses besoins mensuels.

Dans une déclaration à un média arabo-phon, Labatcha a expliqué que l'augmentation du pouvoir d'achat des citoyens est liée à une révision de la réglementation du marché.

S'agissant de la loi sur la retraite, il a appelé à une révision de la loi modifiée sur la retraite en 2017, considérant que cette dernière comporte des dispositions injustes pour certains travailleurs. Il a ajouté: "Nous ne reculerons pas devant la demande de révision de la loi actuelle sur les pensions. Nous attendons une réponse du Gouvernement à nos demandes, et non du directeur de la caisse de retraite".

Le Secrétaire général de la Centrale syndicale a estimé, que les chiffres circulant sur le soutien du Trésor à la caisse de retraite ne sont pas réels, indiquant que l'Etat doit cesser de faire des cotisations des travailleurs une source de soutien social.

R. N.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
 REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME
 ET DE LA VILLE
 WILAYA D'ALGER
 OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION
 IMMOBILIERE
 DE DAR EL BEIDA

وزارة السكن و العمران و المدينة
 ولاية الجزائر
 ديوان الترقية و التسيير العقاري
 لدار البيضاء

OPGI
 DAR EL BEIDA

AVIS DE VENTE DES LOCAUX COMMERCIAUX

PAR VOIE D'ADJUDICATION

N° : 02/D6/DDPIFR/2021

(1^{ère} AVIS)

L'office de Promotion et Gestion Immobilière (OPGI) de Dar El Beida, met en vente par voie d'adjudication au plus offrant, sous plis cachetés des Locaux commerciaux au niveau du projet:

244 Logements Sociaux Participatifs de DJENAN S'FARI .

Les personnes intéressées par cet avis peuvent retirer le cahier des charges au niveau du Département Finance et Comptabilité sis à la Cité RABIA TAHAR BAT M5 Bab Ezzouar, contre la somme de 3 000,00 DA

La date limite de dépôt des offres est fixée à (15) jours à compter de la parution du présent avis sur les quotidiens nationaux.

Projet des 244 Logements Sociaux Participatifs de DJENAN S'FARI

N°	Bâtiment	Etage	N° Local	Sup/m²	Mise à Prix en toute propriété DA/M²
1	01	Entre Sol	01	31,20	9 516 000,00
2			02	31,20	9 516 000,00
3			03	27,20	8 296 000,00
4			04	27,20	8 296 000,00
5			05	31,20	9 516 000,00
6			06	31,20	9 516 000,00
7	02	Entre Sol	01	31,20	9 516 000,00
8			02	31,20	9 516 000,00
9			03	27,20	8 296 000,00
10			04	27,20	8 296 000,00
11			05	31,20	9 516 000,00
12			06	31,20	9 516 000,00
13	03	Entre Sol	01	31,20	9 516 000,00
14			02	31,20	9 516 000,00
15			03	27,20	8 296 000,00
16			04	27,20	8 296 000,00
17			05	31,20	9 516 000,00
18			06	31,20	9 516 000,00
19	04	Entre Sol	01	31,20	9 516 000,00
20			02	31,20	9 516 000,00
21			03	27,20	8 296 000,00
22			04	27,20	8 296 000,00
23			05	31,20	9 516 000,00
24			06	31,20	9 516 000,00
25	09	Entre Sol	01	26,60	8 113 000,00
26			02	32,60	9 943 000,00
27			03	32,60	9 943 000,00
28			04	32,60	9 943 000,00
29			05	32,60	9 943 000,00
30			06	26,60	8 113 000,00

Midi Libre n° 4182 - Mercredi 27 janvier 2021 - Anep 2116 001 688

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de: medea
 Daira de : Chellalet el adhaoura
 Commune de : ain ouksir
 Le numéro d'identification fiscale (NIF) : 098426415026227

Mise en demeure N°01

le président de l'APC de ain ouksir met en demeure l'Entreprise des grand travaux publique et hydraulique kroumi brahim dont le siège social est situe a la commune de ain ouksir / wilaya de medea titulaire du marche N°01/2018 relatif a la réalisation du projet " réalisation route fraction ouled sguir à une distance de 2.2 Km" vise par le contrôle financier sous le N°PCD 68 en date 31/12/2018 avec un montant de 15.735.965.00 da et délais de réalisation de 03 mois

vus l'ODS de commencement des travaux N°05/2019/14/01/2019

vus l'ODS de l'arrêt des travaux N°01/2019/31/01/2019

vus l'ODS de reprise des travaux N°03/2020/14/04/2020

vus le non-respect des engagement mentionnée dans le marche

vus l'abandonnement du chantier depuis le 14/04/2020 à ce jour

l'Entreprise des grand travaux publique et hydraulique kroumi brahim est mise en demeure de renforcer le chantier en moyens humains et matériels d'activer la cadence des travaux au niveaux du projet suscite dans les huit (08) jours qui suivent sous peine de se voir exposer à la résiliation de son marché à ses torts exclusifs conformément à le réglementation en vigueur

Midi Libre n° 4182 - Mercredi 27 janvier 2021 - Anep 2116 001 726

MIDI

QUOTIDIEN ALGERIEN D'INFORMATION 2019



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

96% DES REVENUS DE L'ETAT EN DEVISES PROVIENNENT DU PÉTROLE ET DU GAZ

22 milliards dollars de recettes en 2020

Les recettes pétrolières de l'Algérie ont atteint 22 milliards de dollars en 2020, dont 2 milliards de dollars générés par les produits pétroliers, a annoncé le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar.

Invité du *Forum de la Radio*, Attar a précisé que 96% des recettes de l'Etat en devises provenaient du pétrole et du gaz, expliquant que celles-ci avaient diminué de 11 milliards de dollars (-30%) par rapport à 2019 avec un prix du baril à 42 dollars.

A une question de l'APS sur les industries pétrochimiques, le ministre a fait état de huit projets proposés à la réalisation pour une enveloppe d'environ 8 milliards de dollars. Deux d'entre eux, actuellement en phase d'études préliminaires, sont pris en charge par Sonatrach, a-t-il fait savoir.

Il a également évoqué six autres projets, dont trois dans le cadre du partenariat étranger : le premier avec Total à Arzew au titre d'un accord signé, le deuxième avec une société turque à l'étranger et le troisième avec une société coréenne à Skikda.

Les trois autres projets, d'une valeur de 11 milliards de dollars, sont à l'étude par le groupe Sonatrach pour trouver des partenaires étrangers.

Selon le ministre, ces projets *"ont été proposés il y a 10 ans, mais n'ont pas été concrétisés"*, d'où la détermination du secteur à changer de stratégie. Attar a, par ailleurs, indiqué que l'Algérie n'importera plus de gasoil après l'entrée en production attendue du nouveau projet réalisé par Sonatrach à Hassi Messaoud.

70% des véhicules du parc automobile national roulent au gasoil, un chiffre



record par rapport au reste du monde, et la nouvelle raffinerie n'est pas en mesure de répondre à tous les besoins nationaux, d'où la nécessité de réaliser de nouveaux projets.

Le secteur modifiera progressivement le type de carburant utilisé sur le marché, avec la production de quantités d'essence sans plomb 91 octanes aux côtés des trois autres types de carburant disponibles dans les stations.

Cours du pétrole : un redressement attendu à l'horizon 2023

Au plan international, le ministre de l'Energie a écarté un redressement des cours pétroliers durant le premier semestre 2021 vu l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie mondiale et sur le secteur de l'Energie, prévoyant un redressement des cours pétroliers d'ici 2023.

Concernant les efforts de l'Opep pour stabiliser le marché pétrolier, le ministre a salué, encore une fois, *"la décision historique"* de l'Arabie saoudite qui a baissé sa production d'un million de barils/jour, outre la décision de la réunion de l'Opep+ en novembre dernier, soulignant que *"l'Algérie entretient de bonnes relations avec les pays et œuvre à rapprocher les vues et à établir une convergence"*.

Par ailleurs, Attar a révélé que la consommation interne de l'énergie (gaz-électricité-carburant et pétrole) augmente de 5,6% annuellement, indiquant que la consommation locale en gaz atteint 50% de l'énergie productive, ce qui influera certainement sur les réserves de l'Algérie en gaz naturel et en pétrole.

Cette situation a conduit à l'introduction d'un nouveau type de contrats de partenariat avec les étrangers pour *"pallier cette insuffisance et*

ce, à travers le développement des prospections dans de nouvelles régions".

Concernant le nouveau code des hydrocarbures, le ministre a fait état de 32 textes organisationnels prêts qui sont au niveau du Secrétariat général du gouvernement.

S'agissant des zones d'ombre, Attar a indiqué que le secteur a raccordé 822 zones au réseau électrique sur un total de 4.381 zones nécessitant l'électricité et ce, en l'espace de 6 mois seulement. Outre 50.000 exploitants agricoles, un total de 3.864 superficies agricoles nécessitent l'énergie électrique, dont 1.941 ont été raccordées à hauteur de 50%, indique le ministre.

Pour ce qui est du gaz naturel, il a précisé que 1.882 zones nécessitent cette énergie, dont 482 ont bénéficié de gaz naturel et de propane.

R. E.

RÉGULATION DES MARCHÉS DES PRODUITS DE LA PÊCHE

L'Etat s'engage à garantir la stabilité

Le ministère de la Pêche et des Produits halieutiques veille à réguler les marchés des produits halieutiques et œuvre à garantir leur stabilité, a affirmé le premier responsable de ce département ministériel Sid Ahmed Ferroukhi.

Le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques a souligné que le nouveau programme de son département ministériel comprendra la régulation des marchés des produits halieutiques, ajoutant que des propositions permettant d'élargir le travail avec d'autres secteurs seront annoncées dans les toutes prochaines semaines afin d'organiser l'activité de la pêche au niveau des ports.

D'autre part, Ferroukhi a insisté sur la nécessité d'associer les secteurs de la formation professionnelle et l'université pour la formation des jeunes dans les industries en relation

avec le secteur de la pêche.

Après avoir suivi un exposé sur le secteur de la pêche dans la wilaya de Tlemcen, le ministre a déclaré qu'il est *"nécessaire de coordonner avec les secteurs de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur pour former des jeunes dans les différentes industries ayant une relation avec le secteur de la pêche, afin de répondre aux besoins de développement de ses métiers et participer à la création de postes d'emploi"*.

Concernant l'aquaculture, Ferroukhi a indiqué qu'*"il faut passer à la seconde étape"* concernant l'exploitation des richesses nationales pour *"aller vers la fabrication des cages flottantes, des bateaux et les signaux d'alerte et d'orientation propres à la pêche de manière à renforcer la participation du secteur au développement de l'économie natio-*

nale". A propos de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, le ministre a considéré que *"nous sommes encore au début (de l'opération) et il convient que l'université aide le secteur de la pêche dans le développement des innovations en matière de production, notamment pour maîtriser quelques modèles propres à l'aquaculture intégrées à l'agriculture"*.

"Le programme du gouvernement dans le domaine de la pêche ambitionne de se diriger vers la pêche en haute mer", a-t-il déclaré, faisant savoir que lors des deux dernières semaines, tous les projets au niveau national concernant ce domaine ont été inventoriés, avec la participation des professionnels de la pêche et des investisseurs, afin de connaître leurs capacités dans ce domaine.

La visite du ministre se poursuit dans

la wilaya de Tlemcen avec l'inspection de deux projets de construction de navires de pêche en haute mer au niveau du chantier de construction du port de Honaine, ainsi que la présentation de quatre exposés abordant la situation des ports de la wilaya, un projet de chantier de construction et de maintenance de navires au port de Honaine et des projets d'aquaculture, en cours de réalisation, par des investisseurs dans ce port et dans des zones d'activités de pêche et d'aquaculture à travers les trois ports de la wilaya. Le ministre assistera également à une opération de sensibilisation du comité local chargé de la protection sociale au port de Honaine et visitera une exploitation agricole d'aquaculture intégrée à l'agriculture.

R. E.

ECOLE DE FORMATION PARAMÉDICALE PRIVÉE EL ALI ABM SUD À ADRAR

Un fleuron au service du savoir et du savoir faire



inauguration de l'école le 4 janvier 2021 avec Mr Le Wali d'Adrar

Les initiales ABM correspondent à A'hemdi Bouzina Mohamed. Fondateur et gérant de ces écoles privées ABM, Mr A'hemdi Bouzina Mohamed à de l'ambition bien chevillée au corps ; c'est la deuxième école de formation qu'il lance au cours de la présente année après celle créée à Chlef en 2016. Sautant les obstacles rencontrés au cours de la réalisation de ses entreprises, ce jeune homme a de la volonté à en revendre. Il importe de dire qu'il débourse une bagatelle de 42.000.000 cts, par an, en frais de location de ses locaux ; qu'à cela ne tienne il continue d'avancer.

Il assure une formation paramédicale pour des jeunes apprenants avec perspective des possibilités d'embauche puisque l'environnement est demandeur ; en outre, il met à disposition, à titre gracieux, son établissement pour la formation médicale continue des médecins et sages-femmes.

Pour son activité intense et de qualité ABM mérite amplement les éloges reçus. Classée, première pour la promotion 2019/2020 parmi toutes les écoles paramédicales tous statuts confondus ce n'est qu'une juste récompense.



Toponymie

Adrar signifie en tamazight la montagne, or la régions n'est pas montagneuse son relief n'atteint que 276 m ; mais plutôt rocailleuse. Aussi, le mot Adghar semble plus approprié d'autant que la prononciation est plutôt en faveur de ce dernier.

Topographie d'Adrar

La wilaya d'Adrar s'étend sur une superficie de 425.000 km² ; son chef-lieu la commune d'Adrar se situe à 1400 km au sud-ouest d'Alger et à 1200 km à l'est de Tindouf limitrophe du Maroc.

Climat

Adrar a un climat désertique chaud, été torride très long et un hiver court, tempéré chaud.

Les principales attractions à visiter à Adrar selon Google sont :

La Place des martyrs est l'un des endroits à visiter en ville. Explorer la foggara d'Adrar, un système d'irrigation ancestral. Partir en randonnée dans le désert. La ville d'Adrar abrite une université et elle est réputée pour la richesse de ses collections de manuscrits.

MR KEHILA ABDELAZIZ, DSP DE LA WILAYA D'ADRAR

« Le secteur de santé libéral est d'un grand apport au secteur étatique »



Midi Libre : De combien d'infrastructures de santé la wilaya d'Adrar dispose-t-elle ?

Mr Kehila Abdelaziz :

La wilaya d'Adrar dispose de 14 infrastructures de santé en l'occurrence 6 établissements hospitaliers et 6 de proximité en plus de 2 établissements hospitalier spécialisés (EHS) l'un de psychiatrie l'autre de lutte anti cancer (CAC) à cela s'ajoute 2 centres de formation paramédicale de statut public pour le premier et celui qu'on vient d'inaugurer est privé.

Comment sont réparties ces structures ?

Elles sont réparties selon un axe nord/sud comme suit : Du douar de Tinerkouk au nord à Bordj Badji Mokhtar au sud et Adrar au centre ; -soit pour les EPSP on recensera : Tinerkouk, Adrar, Aoulef, Regane et Bordj Badji Mokhtar. Concernant les Etablissements HS on notera celui de psychiatrie et le CAC les deux situés à Adrar. Enfin pour les EPH ceux-ci sont situés à Timimoun, Adrar, Aoulef et Bordj Badji Mokhtar.

Est-ce que cette répartition est conforme à la carte sanitaire ?

Tout à fait, puisque cette répartition est fonction de la densité des populations qui est de 5.000 habitants ; à titre d'exemple, chaque ville importante possède 2 structures l'une hospitalière et l'autre de proximité.

Par conséquent la couverture sanitaire est satisfaisante...

Oui, puisque nous possédons, à l'heure actuelle, une capacité de 1400 lits auxquels viendront s'ajouter 240 lits d'ici la fin de l'année.

Ceci s'agissant des structures qu'en est-il du personnel soignant ?

Effectivement, si 273 spécialistes et 463 médecins généralistes activent au sein de notre wilaya nous enregistrons néanmoins un manque en gynécologie, chirurgie et en radiologie.

Quelle est la valeur ajoutée du secteur libéral ?

Au demeurant, le secteur libéral vient en complément du secteur public et l'on travaille en symbiose. D'ailleurs depuis ma nomination en tant que DSP depuis le mois de novembre dernier j'ai toujours encouragé l'initiative privée et d'ailleurs on notera l'ouverture de 5 cabinets privés, 2 laboratoires et 2 centres d'imagerie médicale

Où on est-on au niveau de la formation ?

Nous avons de gros besoins en formation paramédicale nous venons d'inaugurer pour ce faire un centre de statut privé ABM SUD qui vient en complément au centre de formation étatique. Nos besoins sont importants et ils sont de l'ordre de 800 à 900 personnels ; à ce titre le CAC est couvert qu'à 30%.

Quelles sont vos perspectives ?

Pour l'heure nous nous attachons à consolider les anciennes structures et nous nous apprêtons à ouvrir au plutôt l'hôpital mère/enfant qui viendra renforcer les 2 maternités déjà existantes et pour cela nous sommes entrain de procéder à la formation des personnels y afférents.

Le Pr Belkacem Chafi, chef de pôle mère et enfant à l'EHU d'Oran a animé une formation médicale continue les 12 et 13 janvier 2021 à l'école de formation paramédical EL ALI ABM SUD

Environ 100 personnes entre médecins, sages-femmes et paramédicaux ont bénéficié de formations médicales et para médicales sur la santé maternelle et périnatale. Ces journées ont été organisées par La direction de la santé et de la population de la Wilaya d'Adrar en collaboration avec l'école privée paramédicale EL ALI ABM SUD. Ces journées organisées en un temps record par l'équipe ABM à savoir :

Au plan pédagogique ces séminaires ont été animés par le Pr Chafi et Au plan administratif et logistique, Nesrine, directrice exécutive et Ilhem ont été les chevilles ouvrières contribuant par la même au succès de cet événement Marouf directrice pédagogique étaient des plus réussies que ça soit sur le plan logistique, accueil et convivialité.

Le premier sujet abordé par le spécialiste était sur la mortalité maternelle

La mortalité maternelle est un véritable problème de santé publique puisque l'Algérie enregistre encore un taux assez conséquent de femme qui décède en couche. Aussi, pour aborder cette problématique le gynécologue dans un premier temps donnera la définition de la mortalité maternelle de l'OMS. « La mort maternelle est le décès d'une femme pendant la grossesse ou dans un délai de 42 jours après la fin de la grossesse.....

Le guide national de la femme gestante

Le Pr Chafi reprendra dans le détail le contenu du guide national de la femme gestante qu'il a déjà présenté à travers toutes les wilayas. Ce guide national mis en place depuis le 13 janvier

2018 repose sur l'organisation de la prise en charge de la femme gestante. Il expliquera la normalisation des centres de santé en 4 paliers et leur interconnexion. Aussi, en présentant le document il a expliqué la place importante que tient la sage-femme dans cette organisation des soins. Il réitérera donc les rôles dévolus à chacun des paliers. Les paliers 1 et 2 c'est-à-dire PMI et Polyclinique, comme dans leur passé se chargent de la captation et de l'enregistrement de la femme pour la sensibiliser sur l'importance de se faire suivre et lui prodiguer divers conseils : planifier une grossesse, le suivi des grossesses, la prévention des maladies, le dépistage des cancers du sein et du col utérin, la planification familiale, l'allaitement maternel....

2 deuxièmes thématiques : le Cancer du col de l'utérus

Le Pr déplore d'abord le fait qu'à Adrar la plupart des femmes se présentent en consultation qu'au stade 4 de leur cancer du col de l'utérus. A ce stade, on a recours à des traitements lourds qui ne sont pas toujours efficaces. Pourtant qu'il y a un programme de dépistage national de ce cancer lancé depuis 2001 rappellera-t-il à l'assistance.

Ce dépistage consiste donc à :

Faire un premier frottis après le premier rapport sexuel. Un deuxième frottis de contrôle un an après ceci permettra de rattrapé les faux négatifs. Par la suite un frottis tous les 3 ans jusqu'à l'âge de 65 ans. Cet intervalle de 3 ans entre 2 frottis normaux a été déterminé d'après le risque de développer un cancer invasif en fonction de l'intervalle du rythme



Autres activités d'ABM,

Participation aux campagnes de sensibilisation et de collecte de sang au niveau de l'établissement et du centre-ville de Chlef en 2018 et 2019
Création et parrainage d'une équipe seniors de BASKET BALL filles qui s'est classée première au niveau régional. Financement et organisation d'opérations de circoncisions collectives chaque mois de Ramadhan au profit d'enfants issus de familles nécessiteuses. Organisation de journées de volontariat au profit des

EPH D'ouled Mohammed et de Chorfa en matière d'hygiène et de jardinage. Visite d'animation et distribution de cadeaux au niveau de centre d'enfants handicapés psychomoteurs de Chettia. Visite d'animation et distribution de cadeaux au niveau de l'orphelinat de Ténès
Participation humaine, matérielle et financière aux journées et fêtes nationales : 1er Novembre - 5 juillet - Youm El Ilm 16 Avril
Création, parrainage et financement



du frottis. Le risque augmente significativement à partir de 3 ans.

3 thématiques : le Cancer du sein ; facteur de risque et prévention

Le Pr Mettra l'accuse sur la prévention ; meilleure arme thérapeutique. D'une incidence d'environ 14.000 nouveaux cas chaque année en Algérie celle-ci est en augmentation constante ; Le cancer du sein est une pathologie multifactorielle ; il peut survenir à tout âge mais généralement l'âge moyen de sa survenue est de 47 ans explique le gynécologue. Parmi les facteurs de risques le spécialiste citera l'exposition aux rayonnements radioactifs, les grossesses tardives, les nouvelles habitudes alimentaires, des traitements hormonaux abusifs, la sédentarité ; l'obésité, le surpoids, le tabagisme actif et passif ; cependant, la prédisposition génétique représente environ de 5 à 8 % des cas, il s'agit dans ce cas d'un gène anormal dit « muté. » Pour s'en prémunir, Le professeur insistera, fortement, sur l'allaitement maternel pendant 2 ans ou, au moins, 6 mois exclusifs. D'éviter les traitements anarchiques, pratiquer une activité physique, adopter une alimentation saine. Enfin en marge de ces journées le Pr insistera auprès du personnel de la santé afin de prendre leur mission avec la plus grande circonspection sous peine de sanction ici-bas et dans l'au-delà.

M'HAMED BOUZINA MOHAMMED « Je souhaite être encouragé dans mon entreprise qui se veut d'abord et avant tout humanitaire »



Midi Libre : L'école de formation paramédicale Ali ABM Sud à Adrar vient s'ajouter à ABM Chlef, voudriez-vous nous parler de ce parcours ?
Mr M'Hamed Bouzina Mohammed :
Ma première école de formation paramédicale a été créée et agréée par l'Etat

en 2017 à Chlef ; elle est d'une capacité de 200 postes. Par ailleurs et suite à la décision de la présidence de république de renforcer les investissements dans le Sud du pays, l'idée m'est venue d'aller à Adrar après plusieurs investigations dans les régions sahariennes. C'est ainsi qu'après un dépôt de dossier pour la création d'une école de santé publique j'ai obtenu son agrément en janvier 2020 et aujourd'hui j'ai le bonheur et le plaisir de l'inaugurer le 4 janvier 2021 en présence des autorités locales.

Voudriez-vous bien nous présenter votre école ?

L'école dispose de la salle de réception, salle d'administration, d'une grande bibliothèque où on y trouve divers lectures médecines, littéraires, culture générale, poésie, médecine traditionnelle) Salle de travaux pratique dotée de mannequins, 5 salles de formation, 2 salles de conférences avec

data schw et internet, l'infirmerie. L'école présente une capacité d'accueil de 230 postes pédagogiques et cette structure dont les équipements ont été financés sur fonds propres pour une valeur de 4 milliards et 150 millions de centimes soit 41.500.000 DA. La formation est d'une durée de 2 ans à partir du baccalauréat.

Nous avons assisté les journées du 12 et 13 janvier 2021 aux formations médicales continues, votre établissement assurera-t-il, également, à l'avenir de telles formations ?

En effet, nous assurons également l'enseignement relatif aux problèmes de l'heure par des conférences dans le cadre de la formation médicale continue pour les médecins de toutes spécialités confondues animées par des experts dans le domaine ; d'ailleurs, la première formation de ce type dispensée a été celle du Pr Belkacem Chafi et

afférente la gynécologie et de l'obstétrique. Le choix de ces premières thématiques n'est pas fortuit puisque la wilaya d'Adrar enregistre un taux assez conséquent de mortalité maternelle. En un mot comme en mille je dirais que je me suis investi d'une mission et je veux la mener à bien. Aussi, je souhaite être encouragé dans mon entreprise qui se veut d'abord et avant tout humanitaire. J'estime que ce soit dans les secteurs public ou privés relatif à la santé il faut placer le bien être de l'individu au centre de nos préoccupations.

Quels sont vos projets d'avenir ?

J'ai d'autres projets à savoir : le lancement d'écoles similaires l'une à Relizane l'autre à Bejaïa. Par ailleurs, je compte étendre mes activités vers les enseignements préscolaires, scolaire, cycle moyen et secondaire, ceci à Chlef.

Parasomnies de la petite enfance

Le sommeil est une assise essentielle au bon développement des tout-petits. Des études récentes démontrent qu'une durée de sommeil insuffisante entraîne des conséquences néfastes importantes dans diverses sphères de développement. Lorsqu'on pense à un enfant qui dort mal, on imagine tout de suite une nuit fragmentée de multiples éveils, mais le sommeil de l'enfant peut aussi être perturbé par diverses parasomnies.



Résultats récents de la recherche

Les parasomnies sont très communes dans la petite enfance. En effet, rares sont les enfants qui n'en présentent aucune. Cependant, peu d'études ont été menées de façon prospective sur un large échantillon d'enfants d'âge préscolaire. Une étude longitudinale du développement des enfants sur un échantillon d'environ 2.000 enfants nés en 1997-1998 dans la province de Québec permet d'étudier la prévalence ainsi que l'émergence et la disparition des parasomnies de la petite enfance. Cette étude a évalué que la prévalence des parasomnies pour la période de 2,5 à 6 ans se distribue comme suit : somniloquie = 84,4 % ; bruxisme = 45,6 % ; terreurs nocturnes = 39,8 % ; somnambulisme = 14,5 % ; rythmies nocturnes = 9,2 %.

Pour l'énurésie, dont le diagnostic n'est établi qu'à l'âge de 5 ans, la prévalence est de 21,4 % à 5 ans et de 16,1 % à 6 ans. Des différences sexuelles dans la prévalence ont été observées pour l'énurésie et aussi pour le somnambulisme de l'ordre de 2 garçons pour 1 fille.

Par contre, les filles rapporteraient plus de cauchemars. Il ne semble pas y avoir de différence garçon-fille dans la prévalence de terreurs nocturnes, de somniloquie, de bruxisme ou de rythmies nocturnes.

Certaines parasomnies apparaissent tôt dans l'enfance tandis que d'autres se manifestent plus tard.

Par exemple, les terreurs nocturnes et les rythmies nocturnes sont reconnues comme étant des parasomnies de la petite enfance, et très peu de nouveaux cas se présentent après 4 ans. Contrairement à celles-ci, la prévalence du bruxisme et du somnambulisme est relativement faible dans la petite enfance et augmente graduellement avec l'âge.

Des facteurs génétiques sont impliqués dans l'émergence de plusieurs parasomnies, entre autres, le somnambulisme, les terreurs nocturnes, le bruxisme, l'énurésie et les cauchemars.

De plus, on remarque une coexistence de certaines parasomnies. En effet, le somnambulisme persistant coexiste souvent chez un même individu avec des terreurs nocturnes ou de la somniloquie. Une prédisposition génétique à avoir des éveils partiels en sommeil lent profond (état dissocié) expliquerait ce lien. La génétique confère donc une prédisposition que des facteurs extérieurs viendront accentuer. Les facteurs pouvant précipiter des épisodes de terreurs nocturnes ou de somnambulisme sont la fatigue, la privation de sommeil, un environnement de sommeil bruyant, la fièvre, certaines médications qui affectent le système nerveux central et finalement d'autres désordres de sommeil tels que le syndrome d'apnées du sommeil. D'autres parasomnies, telles que les cauchemars et le bruxisme, peuvent être déclenchées par un stress ponctuel. Par ailleurs, les études ont en général démontré qu'il y avait peu ou pas d'influence des facteurs sociodémographiques ou

marcs récurrents ou très effrayants pour l'enfant, elle consiste à revoir ou pratiquer le cauchemar en imagerie mentale ou par dessin pour ensuite en inventer une fin différente.

• **Rythmies nocturnes**, frapement de la tête ou le bercement, on doit simplement veiller à ce qu'ils ne se blessent pas en apportant des changements à l'environnement de sommeil. Cependant, pour la plupart des enfants, cette méthode d'autoapaisement ne comporte pas vraiment de risque de blessures. On peut tenter toutefois de remplacer, par conditionnement, cette forme de rituel d'endormissement par une autre qui serait plus acceptable pour les parents.

Par ailleurs, certaines parasomnies peuvent servir aux parents d'indicateurs d'un problème ou d'une insécurité que vit l'enfant. En effet, plusieurs parasomnies (somnambulisme, terreurs nocturnes, bruxisme), lorsqu'elles persistent pendant des années, ont été associées à l'anxiété de séparation ou à l'anxiété tout court. Il est important de mentionner qu'un problème d'éveils fréquents a aussi été mis en relation avec l'anxiété de séparation. De même, des cauchemars fréquents sont souvent signe d'anxiété ou de détresse émotionnelle, parfois même de traumatismes. Par ailleurs, on a montré que l'énurésie était associée à un retard d'acquisition de certains jalons du développement moteur et langagier. Cette association est probablement le signe d'un problème sous-jacent de maturation du système nerveux et non une conséquence de la parasomnie.

Questions clés pour la recherche

Il y a encore bien peu d'études sur les conséquences potentielles des parasomnies de la petite enfance. Ces enfants ont-ils des difficultés dans certaines sphères de leur développement tout comme les enfants qui ont un manque partiel mais chronique de sommeil ? On a montré, en effet, que les enfants qui dormaient 9 heures ou moins de façon constante au cours de la petite enfance avaient à l'entrée à l'école une performance cognitive moindre, un comportement plus hyperactif et des risques d'embonpoint et d'obésité plus élevés que les enfants qui dormaient au moins 10 heures par nuit de façon constante. Les conséquences doivent différer selon la parasomnie. Les conditions qui écourtent la durée du sommeil ont une plus grande probabilité d'occasionner des conséquences sur le développement de l'enfant. Les relations entre les dyssomnies (éveils nocturnes fréquents ou difficulté à l'endormissement) et les parasomnies de la petite enfance sont encore très peu connues. Les enfants qui dorment moins bien ont-ils plus de parasomnies ?

Il y a également un manque flagrant d'études contrôlées sur l'efficacité des méthodes thérapeutiques tant pharmacologiques que non pharmacologiques pour des parasomnies problématiques, particulièrement chez le jeune enfant. Les rapports d'efficacité sont souvent anecdotiques.

Pourquoi les parasomnies sont-elles plus communes durant l'enfance et s'estompent-elles ensuite ? La physiopathologie de la plupart des parasomnies reste à élucider. Une meilleure compréhension des mécanismes neuronaux qui sous-tendent ces divers désordres permettrait peut-être une meilleure approche thérapeutique. On sait, par des études de jumeaux, que plusieurs parasomnies ont une base génétique. On n'a pas, par contre, encore pu identifier les gènes spécifiques qui sont en cause dans l'apparition des diverses parasomnies.

d'adversité familiale sur l'émergence des parasomnies. En résumé, l'expérience d'une parasomnie dans la petite enfance est un fait commun et normal et est souvent due à une composante génétique. Dans la plupart des cas, il s'agit de phénomènes bénins et transitoires qui ne nécessitent aucune intervention si ce n'est que de rassurer l'enfant et le parent. En effet, la plupart des parasomnies tendent à disparaître à l'adolescence. Certaines parasomnies plus persistantes ou plus sévères pourraient cependant venir perturber le sommeil de l'enfant et celui de la famille, entraîner des blessures ou un haut risque de blessures (dans les cas de rythmies nocturnes, de somnambulisme ou de terreurs nocturnes intenses) ou engendrer de la détresse psychologique (surtout dans les cas d'énurésie et de cauchemars fréquents). Le traitement des parasomnies problématiques diffère selon le type spécifique de parasomnie. Dans la majorité des cas, les méthodes non pharmacologiques devraient être explorées avant d'avoir recours à un médicament.

• **Somnambulisme et terreurs nocturnes** la méthode thérapeutique la plus employée, surtout chez l'enfant, est celle des éveils programmés. Cette méthode consiste à garder un journal du moment d'apparition des épisodes pendant environ 2-3 semaines pour établir l'heure moyenne à laquelle se produisent ces épisodes. Ensuite, il faudra éveiller l'enfant chaque nuit environ 15 à 30 minutes avant l'heure habituelle de l'épisode pendant une période d'environ un mois ; il faut s'assurer de bien réveiller l'enfant pour environ 5 minutes et ensuite le laisser se rendormir. La cessation des épisodes est maintenue même après l'arrêt des éveils forcés.

• **Bruxisme sévère**, une plaque occlusale (gouttière en acrylique qui recouvre les dents) est habituellement recommandée. Non seulement celle-ci sert à prévenir l'usure des dents, mais elle aide vraiment à réduire le nombre d'épisodes d'activité musculaire liés au grincement des dents.

• **Énurésie**, plusieurs traitements sont disponibles selon la cause exacte du problème : production d'urine excessive, vessie hyperréactive ou à faible capacité, ou encore difficulté à se faire réveiller par les sensations de vessie pleine. En ce qui concerne la dernière cause, un dispositif d'alerte dont le capteur est placé sur le sous-vêtement ou le pyjama de l'enfant est souvent utilisé pour les enfants de six ans et plus. Ce dispositif émet un son ou une vibration lorsque l'enfant commence à uriner et celui-ci doit alors se lever et terminer sa miction à la toilette. L'enfant apprend progressivement à se réveiller lorsqu'il ressent que sa vessie est pleine. Les traitements pharmacologiques, tels que la desmopressine et l'oxybutynine, sont plutôt utilisés pour traiter la production excessive d'urine et le problème de vessie hyperréactive, respectivement. Ces traitements peuvent aussi être utilisés en combinaison.

• **Technique pour enrayer les cauche-**

CONSTANTINE, NOUVELLE VILLE ALI- MENDJELI

Réception du projet d'aménagement extérieur avant juin 2021

L'extension Ouest sera l'agglomération la plus peuplée de la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli avec un total de 22.770 logements, dont 18.804 en cours de parachèvement...

PAR BOUZIANE MEHDI

Mohamed-Lamine Serdouk, directeur de l'entreprise de l'établissement de l'aménagement extérieur des villes d'Aïn-Nahas et d'Ali Mendjeli (EAVANAM), a annoncé, dimanche 3 janvier, que le "projet d'aménagement extérieur de l'extension Ouest de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli (Constantine) sera réceptionné avant le mois de juin prochain", indiquant à l'APS que les "chantiers de bitumage de routes sur une longueur de 7 kilomètres, l'entretien du réseau d'assainissement, la réalisation des avals et l'éclairage public ont été lancés en décembre dernier", ajoutant qu'un budget de l'ordre de "169 millions de dinars a été affecté pour la concrétisation de ce projet au titre de l'exercice 2020".

A travers les sites d'habitat abritant 7.150 logements AADL, 4.000 logements sociaux, 3.938 LPL, "1.332 candélabres d'éclairage photovoltaïque seront installés, en sus de la



réalisation de trottoirs, des voiries et réseaux divers (VRD) primaires et secondaires afin de combler les lacunes enregistrées dans le domaine de l'aménagement urbain", a déclaré le même responsable, précisant à l'APS que l'extension Ouest sera "l'agglomération la plus peuplée de la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli avec un total de 22.770 logements, dont 18.804 en cours de parachèvement". Un "intérêt particulier est accordé par les autorités locales à la situation des nouvelles cités, livrées dans l'urgence et dont les travaux

d'aménagement extérieur n'ont pas été achevés", a fait savoir M. Serdouk, soulignant que cette "opération permettra de fournir un cadre de vie meilleur" et rappelant que le "projet d'aménagement extérieur de cette extension Ouest relève d'un programme conséquent de réhabilitation des unités de voisinages (UV) de la ville d'Ali-Mendjeli et que l'extension Ouest de la ville Ali-Mendjeli s'étend sur une superficie de 384 hectares et regroupe 3 plans d'occupation du sol (POS)".

B. M.

TLEMCEN, PRODUCTION ANNUELLE HALIEUTIQUE DE LA WILAYA

Renforcement grâce aux investisseurs privés

Avoisinant les 9.000 tonnes, la production annuelle halieutique de la wilaya de Tlemcen sera, dans les prochains mois, renforcée grâce aux efforts consentis par des investisseurs privés afin de développer l'aquaculture marine dans la région, et ce dans le cadre de la stratégie nationale de développement durable du secteur.

Jusqu'à cette année, la wilaya de Tlemcen comptait une seule ferme aquacole - Aquadora -, implantée au large de la ville côtière de Honaïne et en production depuis 2016, avec une capacité de 600 tonnes annuellement, a indiqué la direction locale de la Pêche et des Ressources halieutiques, précisant que "cette ferme produit la daurade et le loup de mer et dispose de 12 cages flottantes de 23 mètres de diamètre". Fruit d'un investissement de 15 millions DA, une autre ferme sera opérationnelle dès la pose des cages flottantes prévue à partir de cette semaine à Hoaine. Avec une

capacité de production annuelle de daurades et de lous de mer de l'ordre de 600 tonnes, la société - Royaume du poisson - créera 20 emplois au départ. En augmentant sensiblement la production de ces deux espèces, cet apport permettra de réduire leurs prix sur le marché local qui, actuellement, le loup de mer est proposé à 1.200 DA le kg, alors que le kilo de la daurade avoisine les 1.500 DA.

Chargée du secteur, la direction locale estime que la production de ces deux espèces sera confortée notamment après l'installation des cages flottantes de la ferme - Aymen fish -, qui sera, quant à elle, implantée au large de Marsat-Ben-M'hidi. A Honaïne, la filière aquacole sera également renforcée avec l'installation de l'entreprise - Techno naval -, spécialisée dans la construction et la réparation des bateaux de pêche. Créée par des ingénieurs nationaux et lancée en octobre dernier, cette entreprise va également contribuer au développement de la

filière avec la construction de matériel aquacole, notamment deux catamarans de 13 et 15 mètres dédiés uniquement à l'aquaculture, installée au port de Honaïne, elle procède actuellement à la construction de deux thoniers et projette de construire des sardiniers, des petits métiers et même des catamarans de transport maritime.

L'entreprise Techno naval a déjà formé 12 ouvriers spécialisés et son gérant souhaiterait se stabiliser à Honaïne ou au port de Sidna-Youchaâ pour un meilleur développement de ses activités.

Actuellement, deux investisseurs mettent les dernières retouches pour lancer deux fermes conchylicoles (élevage des moules) au niveau de la plage de Maârouf et à Msirda-Fouaga, ces deux fermes vont permettre la création d'emplois dans cette zone frontalière et, en parallèle, développer la filière inexistante jusque-là dans la wilaya de Tlemcen.

APS

AÉROPORT D'ORAN

85% de baisse du chiffre d'affaires depuis le début de la pandémie

Le chiffre d'affaires de l'aéroport international Ahmed-Benbella d'Oran a baissé de près de 85 % en raison de la pandémie du Covid-19 qui a eu des répercussions négatives sur ses activités.

L'aéroport international d'Oran a subi des pertes financières de près de 50 milliards DA, soit un taux de près de 85 % du chiffre d'affaires, à cause de l'arrêt de toutes ses activités depuis mars dernier suite à la suspension des vols aériens dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

L'aéroport international d'Oran assure une couverture de 80 % du chiffre d'affaires de l'Entreprise de gestion des services aéroportuaires (EGSA) de l'Ouest, qui gère 11 aéroports de la région ouest et sud du pays, à savoir Oran, Tlemcen, El-Bayadh, Mascara, Béchar, Méchéria, Tiaret, Adrar, Timimoune, Tindouf et de Bordj-Badji- Mokhtar. Le nombre de vols a été réduit, atteignant 55 vols quotidiens entre domestiques et internationaux pour se restreindre à 10 vols domestiques seulement en direction des wilayas du Sud et de la capitale.

L'aéroport d'Oran a pris, parallèlement à la reprise des vols domestiques le 6 décembre, une batterie de mesures à titre préventif pour se prémunir contre la pandémie sanitaire.

MASCARA

L'électricité pour 345 familles

345 familles, issues des communes de Oggaz et Alaïmia dans la wilaya de Mascara ont bénéficié de l'électrification rurale.

Les autorités locales de la daïra de Oggaz ont procédé à la mise en service du réseau d'électrification rurale au profit de 60 familles du village El-H'taita.

Le projet a été financé par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.

À Kranif, une localité rattachée à la commune d'Alaïmia, il a été procédé à la mise en service du réseau d'électrification rurale au profit de 285 familles, a ajouté le même responsable, précisant que le projet a été financé par la même caisse.

Six autres familles issues de cette région bénéficieront d'opérations similaires dans les tout prochains jours. De même qu'il est attendu, durant les prochains jours, la réception d'un projet de raccordement de Gouassem (commune de Alaïmia) au réseau d'électrification rurale. Le taux d'avancement des travaux de ce projet est de 75 %.

APS

IRAK

Plusieurs hauts responsables de sécurité et de l'Armée limogés



Trente-deux personnes ont été tuées jeudi dernier et plus d'une centaine ont été blessées au cours d'un double attentat-suicide mené sur un marché du centre de Bagdad.

Selon le ministre de l'Intérieur, le premier kamikaze a feint d'être malade pour attirer la foule avant de déclencher ses explosifs, tandis que le second a attendu qu'un attroupement se forme autour des victimes pour passer à l'action, provoquant le bilan le plus meurtrier depuis le dernier attentat-suicide de janvier 2018, revendiqué par le groupe État islamique. Le groupe terroriste devait d'ailleurs revendiquer la double explosion.

Alors que l'Irak a annoncé en décembre 2017 la défaite territoriale de l'EI, les attaques commises par le groupe terroriste se sont fait rares, en particulier dans les grandes villes éloignées

des cellules de djihadistes qui se cachaient dans le nord-ouest du pays. Mais ce double attentat semble être la preuve que des failles au sein de l'appareil sécuritaire irakien persistent.

Le manque d'efficacité des forces de sécurité irakiennes proviendrait également du contexte, peu favorable au soutien de la coalition. Au cours des dernières années, l'Irak a travaillé en étroite collaboration avec la coalition, qui apporte au pays une aide importante en termes de surveillance technique. À cause de la pandémie du Covid-19 et de la détérioration de la relation politique avec l'Iran, on observe une réduction du soutien de la coalition. Les Irakiens n'ont pas les mêmes capacités de surveillance. Dans un communiqué publié juste après l'attaque, le porte-parole de l'Armée irakienne, Yehia Rassoul, a déclaré que les auteurs de cette opération ont fait détoner les explosifs alors qu'ils étaient poursuivis par les forces de sécurité. Or si les forces de sécurité irakiennes disposaient d'informations

selon lesquelles une attaque était en cours, aucune force de sécurité en uniforme n'a été aperçue dans les images de vidéosurveillance montrant la première explosion.

Face à la gravité de l'attaque, le Premier ministre Moustafa Kazimi semble avoir pris le problème à bras-le-corps. Il a immédiatement convoqué une réunion du Conseil ministériel pour la sécurité nationale au cours de laquelle le remplacement de plusieurs responsables au sein du commandement militaire et de sécurité sur le terrain a été décidé, sans aller dans les détails. Le Premier ministre a cependant surpris ses adversaires en annonçant une série de remaniements visant cinq hauts responsables de la sécurité et de l'Armée, parmi lesquels le vice-ministre de l'Intérieur pour les affaires de renseignements, le commandant de la police fédérale et le directeur général du renseignement et de la lutte contre le terrorisme au ministère de l'Intérieur, trois personnalités proches des factions politiques et armées chiites irakiennes.

BRÉSIL

Pour la 1^{re} fois, la droite manifeste contre Bolsonaro !

Est-ce un simple avertissement ? Ou le début de la fin ? En mauvaise posture dans les sondages, Jair Bolsonaro vient d'essuyer une série de manifestations à travers le pays réclamant sa destitution. Celles-ci ont été menées par la gauche, mais aussi – fait inédit depuis le début de sa présidence – par une partie de la droite. Un peu partout dans le pays, les deux blocs ont manifesté en ordre dispersé et à deux dates différentes (samedi 23 janvier pour la gauche, dimanche 24 pour la droite). Mais, à chaque fois, la forme choisie fut la même, Covid-19 oblige : la caravata, convoi de voitures parcourant les rues et réunissant, selon les localités, quelques dizaines à quelques centaines de véhicules.

A Rio, dimanche, comme dans le reste du Brésil, la - caravane de droite - fut d'allure modeste, ne comptant qu'une

poignée d'automobiles. L'appel à manifester avait pourtant été lancé par des formations rodées à l'exercice : le Mouvement Brésil libre (MBL) et Vem pra Rua (Descends dans la rue). Deux organisations de droite ultralibérales, leaders des rassemblements monstres ayant réclamé avec succès, en 2016, la destitution de la Présidente de gauche, Dilma Rousseff.

Pour les manifestants de droite, il s'agissait d'un round d'essai et d'une première. *"On va monter en puissance et organiser des actions de plus en plus massives"*, insiste Fabio Gideao, 41 ans, chef d'entreprise, coordinateur local du MBL et organisateur de l'événement. En 2018, lui-même a voté Jair Bolsonaro à la présidentielle. *"A l'époque, on pensait qu'il pouvait changer le Brésil et devenir le meilleur Président de notre histoire."*

Aujourd'hui, notre déception est immense...", dit-il.

En cause : l'absence de réformes libérales tant espérées, mais surtout la gestion totalement incompétente de la crise du Covid-19.

Slalomant dans les quartiers bourgeois ou classe moyenne d'Ipanema et Copacabana, le petit cortège est applaudi par des passants. Selon un sondage récent de l'institut *Datafolha*, 40 % des Brésiliens jugent aujourd'hui négativement l'action du Président, soit 8 points de plus qu'en décembre. Ce dernier est désormais majoritairement rejeté par les classes les plus riches et les plus diplômées : deux groupes marqués à droite qui avaient pourtant largement voté en sa faveur en 2018.

Agences

GRANDE-BRETAGNE

Johnson réfléchit à un durcissement des contrôles aux frontières

Boris Johnson a dit réfléchir à un durcissement des contrôles aux frontières du Royaume-Uni face à l'apparition de nouveaux variants du coronavirus SARS-CoV-2 susceptibles de résister aux vaccins. *"Nous devons comprendre qu'il existe un risque au moins théorique qu'un nouveau variant résistant aux vaccins apparaisse sur notre territoire. Nous devons être en mesure de garder le contrôle"*, a déclaré le Premier ministre britannique à la presse lors de la visite d'un centre de vaccination. *"Nous voulons nous assurer que nous protégeons notre population, que nous protégeons ce pays contre de nouvelles infections venues de l'étranger"*, a-t-il ajouté. *"Nous devons trouver une solution."* Le Royaume-Uni a détecté en décembre dans le sud de l'Angleterre un nouveau variant du coronavirus plus contagieux que le virus initial, mais les premières études montrent que le vaccin contre le Covid-19 développé par Pfizer et BioNTech est efficace contre cette mutation. La question se pose en revanche pour d'autres variants récemment identifiés au Brésil ou en Afrique du Sud.

Boris Johnson a également déclaré étudier la possibilité d'assouplir avant mi-février le reconfinement national imposé au Royaume-Uni début janvier face à l'épidémie de Covid-19. Selon le chef du gouvernement britannique, le Royaume-Uni devrait atteindre ses objectifs de vaccination pour les personnes les plus vulnérables d'ici au 15 février.

PORTUGAL

Le Président sortant réélu au premier tour

Le Président sortant du Portugal, le conservateur modéré Marcelo Rebelo de Sousa, a été réélu dimanche au premier tour d'un scrutin réalisé dans un pays confiné et frappé de plein fouet par la pandémie de Covid-19, selon trois projections réalisées pour les télévisions locales. L'ex-eurodéputée socialiste Ana Gomes est arrivée en deuxième position devant le candidat d'extrême-droite André Ventura, comme le prévoyaient les sondages réalisés avant l'élection.

L'actuel chef de l'État, un ancien professeur de droit de 72 ans, devenu célèbre en tant que commentateur politique à la télévision, aurait obtenu de 55,5 à 62 % des voix, selon les calculs des différentes projections. Ana Gomes aurait recueilli 12,2 à 17,1 % des suffrages et devrait donc terminer devant André Ventura, troisième avec 9 à 14,1 % des voix.

Le fondateur du parti antisystème "Chega" (ça suffit) aurait ainsi manqué son objectif de finir deuxième, mais son résultat semble tout de même confirmer la progression du populisme de droite dans un pays qui, encore récemment, faisait figure d'exception sur le plan international. Les analystes redoutaient une abstention bien plus importante, pouvant même dépasser les 70 %, en raison de l'explosion des cas de Covid que connaît actuellement le Portugal, dont les 10 millions d'habitants sont soumis depuis une dizaine de jours à un deuxième confinement général.

Selon les données collectées par l'AFP, il s'agit du pays du monde ayant signalé au cours des deux dernières semaines le plus grand nombre de contagions et de décès dus au Covid-19 par rapport à sa population, dépassé seulement par l'enclave britannique de Gibraltar.

Agences

ÉTATS-UNIS

Clap de fin pour Trump

Les groupes ultranationalistes, de suprémacistes blancs et autres néonazis, ont été poussés encore plus vers la clandestinité avec les arrestations de ceux de leurs membres ayant pris part à l'insurrection au Capitole.

L'extrême droite américaine est en colère. En colère contre Joe Biden, contre Donald Trump, contre la figure mystérieuse - Q - et contre elle-même.

Sur Internet, les publications et les forums où se rejoignent les extrémistes regorgent de déception et de dissensions depuis l'échec de l'insurrection du 6 janvier au Capitole, à Washington, et depuis l'investiture de Joe Biden comme Président des États-Unis.

Les adeptes de QAnon, un mouvement conspirationniste avec son oracle - Q -, sont principalement en proie au désarroi, leurs prédictions millénaristes de chaos avec l'arrivée au pouvoir du démocrate ne s'étant pas – pour le moment – réalisées.

Les groupes ultranationalistes, de suprémacistes blancs et autres néonazis, ont été poussés encore plus vers la clandestinité avec les arrestations de ceux de leurs membres ayant pris part à l'insurrection au Capitole.

Selon des experts sur les mouvements extrémistes et le terrorisme intérieur, la fin de la présidence Trump a représenté un revers pour ces groupes. Mais ils affirment également que ces derniers sont loin de disparaître et sont d'une certaine manière encore plus enclins au passage à la violence. Les groupes les plus radicaux se tournent vers le vaste bassin de recrutement que représentent les adeptes déçus de QAnon, soutiennent également les experts.

"Les discours demeurent houleux (...). Les gens ne se font pas bien à l'idée de (la présidence) Biden", précise Michael Edison Hayden, du groupe de recherche sur l'extrémisme Southern Poverty Law Center.

Loin d'être épuisées, "l'énergie et la dynamique de l'extrême droite sont plus fortes qu'à n'importe quel moment de l'histoire récente", souligne aussi Colin P. Clarke, de The Soufan Group, un groupe de recherche en sécurité et renseignement.

Unis dans la colère

La fin de la présidence Trump et la mise au ban des extrémistes sur les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter n'ont fait qu'attiser les passions. Le bannissement des réseaux sociaux lui-même "est devenu un grief unificateur" pour les groupes disparates d'extrême droite, indique Michael Edison Hayden.

Beaucoup ont migré vers le peu de



plateformes qui demeurent accueillantes, principalement Telegram, où quelques pages QAnon et du groupe ultranationaliste Proud Boys comptent des centaines de milliers d'abonnés. "L'infrastructure existe toujours" pour que l'extrême droite s'organise, dit M. Hayden. Le mouvement QAnon a commencé à émerger à la fin 2017 avec les publications cryptiques d'un énigmatique utilisateur nommé - Q - sur le site internet 8kun. Personne n'avait idée de l'identité de Q, mais ses publications ont mobilisé les partisans de Donald Trump derrière la notion persistante selon laquelle un complot se tramait contre le Président républicain, fomenté par les démocrates et un - État profond -. À la suite de la défaite du désormais ex-Président, ils ont représenté une part importante de la dynamique du mouvement "Stop the Steal" affirmant que Joe Biden avait volé l'élection grâce à une fraude électorale d'envergure. Beaucoup sont aujourd'hui furieux que Donald Trump ait décidé de ne pas défendre expressément les quelque 120 mani-

festants arrêtés et les centaines d'autres qui font l'objet d'une enquête pour l'attaque du 6 janvier sur le Capitole. Et l'extrême droite s'est désormais résolue à son départ et s'est rassemblée sans lui, indique Michael Edison Hayden.

Coup dur pour l'extrême droite

Les adeptes de QAnon ont cependant reçu un second coup de massue. Mercredi dernier, Ron Watkins, dont le père contrôle le site 8kun et que beaucoup identifient comme - Q -, ou du moins comme un initié sur l'identité de ce dernier, a annoncé qu'il quittait le mouvement et effaçait l'intégralité des archives QAnon de 8kun. "Nous avons tout donné. Maintenant, nous devons garder la tête haute et retourner à nos vies du mieux que nous pouvons", a-t-il déclaré sur Telegram.

"Ça a représenté un énorme coup dur pour le mouvement", souligne Karim Zidan, un enquêteur pour le projet de veille sur l'extrême droite Right Wing Watch. Mais pour M. Zidan, le mouvement a déjà prouvé qu'il pou-

vait survivre sans - Q -. Les "influenceurs" liés à QAnon et leurs dizaines de milliers d'abonnés, ainsi que les personnalités publiques qui ont mené la campagne "Stop the Steal" de Donald Trump sont en train d'inspirer le mouvement à continuer. L'avocat Lin Wood, par exemple, a accumulé plus de 592.000 abonnés en seulement une semaine après avoir migré vers Telegram, indique Karim Zidan. Pour Colin P. Clarke, les groupes violents d'extrême droite n'ont besoin de recruter qu'une faible proportion d'adeptes de mouvements comme QAnon pour construire des réseaux capables de violence destructrice. Le chercheur compare le niveau de colère à celui existant au début des années 90, lorsque plusieurs actes de terrorisme intérieur ont été perpétrés par des extrémistes antigouvernementaux, comme l'attentat à la bombe d'Oklahoma City qui avait fait 165 morts en 1995.

Trump aurait fait pression pour invalider l'élection du 3 novembre

L'ancien Président américain, Donald Trump, a pensé remplacer son Attorney General (procureur général), l'équivalent américain du ministre de la Justice, et a fait pression sur le département de la Justice pour qu'il demande à la Cour suprême d'invalider l'élection de Joe Biden à la présidence des États-Unis, rapporte le Wall Street Journal. Le personnel du département de la Justice refusant de déposer un recours qu'ils jugeaient sans fondement légal, déclare le journal, citant des personnes proches du dossier. D'autres membres du département de la Justice ont menacé de quitter leurs fonctions si Donald Trump renvoyait Jeffrey Rosen, alors procureur général par intérim. Plusieurs membres du département de la Justice, dont Jeffrey Rosen ou le précédent ministre de la Justice, William Barr, ont refusé de déposer le recours visant à invalider l'élection du 3 novembre à la Cour suprême.

Des banques ferment les comptes de Trump

Plusieurs banques ont fait savoir qu'elles avaient coupé les liens avec Trump. Si certaines n'ont pas commenté leur décision, d'autres ont clairement reproché à Donald Trump les récents événements du Capitole. Une banque de Floride a par exemple fait savoir qu'elle avait fermé le compte de Donald Trump. "Nous n'avons plus aucune relation de dépôt avec lui", a en effet affirmé l'établissement Banks United, cité par The Hill. La Signature Bank à New York – qui avait notamment pris position contre Donald Trump et ses alliés au Congrès, et la Deutsche Bank ont aussi exprimé leur intention de mettre fin à leurs relations professionnelles avec l'ancien chef d'État, selon un article du New York Times.

Agences

LIGUE 2 : MO BÉJAÏA

L'ère Karouf commence

C'est avant-hier que le nouvel entraîneur du MO Béjaïa, sociétaire de la Ligue 2, a commencé les choses sérieuses quelques heures après s'être engagé pour une durée d'une année avec le club phare de la Vallée de La Soummam.

PAR MOURAD SALHI

L'ex-entraîneur adjoint de la JS Kabylie, Mourad Karouf, a entamé sa mission cette semaine à la tête des Crabes. Le coach Karouf aura comme principal objectif l'accession en Ligue 1 professionnelle. Un challenge qualifié "d'intéressant" par le nouvel entraîneur du Mouloudia de Béjaïa.

"Avant d'entamer ma mission, j'ai eu une longue discussion avec les responsables du club. Notre objectif principal consiste à remettre le club à son niveau. Sincèrement, le challenge me paraît très intéressant. Le défi sera de taille, mais on fera de notre mieux pour le relever", a indiqué le nouvel entraîneur de cette formation phare de Yemma Gouraya.

Mourad Karouf confirme que la direction actuelle, à sa tête Farid Hassissen, l'a bien rassuré concernant les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs tracés pour la nouvelle saison. "La direction ne compte lésiner sur aucun effort pour mettre le club dans les meilleures conditions. J'espère que tous les ingrédients seront présents pour travailler dans la sérénité totale", a-t-il dit.

En ce qui concerne la période de préparation, le nouvel entraîneur avoue qu'elle est insuffisante, sachant que la reprise a été fixée pour le 12 février prochain.



Autrement dit, le nouvel entraîneur des Crabes aura devant lui deux semaines seulement pour préparer son équipe sur tous les plans.

"On vient de reprendre l'entraînement. On aura dix jours pour parfaire les automatismes. Cette période est vraiment insuffisante pour assurer une meilleure

préparation, mais on fera en sorte de préparer l'équipe pour l'entame de la saison. Le reste on le fera au fur et à mesure", a-t-il indiqué.

Le successeur de Mustapha Sbaâ souhaite programmer au moins trois matchs amicaux pendant cette période qui précède la reprise du Championnat, ce qui va lui permettre de voir à l'œuvre l'ensemble des joueurs et, du coup, dégager l'équipe type qui sera appelée à débiter la nouvelle saison.

A quelques jours de la reprise de la compétition, après presque une année d'arrêt, l'entraîneur Mourad Karouf souhaite que son équipe se prépare en dehors de Béjaïa. Aux dernières nouvelles, l'équipe effectuera un mini-stage d'une semaine à Chlef.

Il est à signaler que Karouf sera épaulé dans sa mission par Mohand Milizou. Ce dernier a eu l'occasion de diriger les entraînements de l'équipe depuis le départ de Sebaâ. La direction du club a insisté afin que le coach puisse travailler avec une personne qui connaît déjà les joueurs pour gagner du temps.

De son côté, Mourad Taïri a été, lui aussi, maintenu dans le staff technique en sa qualité d'entraîneur des gardiens de but. En revanche, Mourad Karouf a choisi lui-même un préparateur physique pour l'aider dans sa nouvelle aventure avec les Vert et Noir. Il s'agit de Nabil Bedri. Une chose est sûre, Mourad Karouf aura certainement du pain sur la planche. L'accession s'annonce délicate dans un Championnat scindé en trois groupes de 12 clubs. Sachant que les clubs classés à la 1re place des trois groupes joueront entre eux un mini-championnat en aller simple sur terrain neutre et à huis clos. Les deux premiers accéderont en Ligue 1.

M. S.

HANDBALL

Alain Portes décide de poursuivre son aventure avec l'Algérie

L'entraîneur français de la sélection algérienne de handball, Alain Portes, a affiché lundi son envie "de poursuivre l'aventure" avec le Sept national, après sa participation au Mondial 2021 en Egypte (13-31 janvier), avec l'ambition de "construire et structurer une relève durable" pour le handball algérien.

"Quand je prends une équipe en main, mon idée est de construire et structurer un projet sportif. Pour l'instant, je me sens bien avec ce groupe et je compte poursuivre l'aventure avec l'Algérie", a déclaré le technicien à la télévision nationale.

"Cela va être dur de rattraper les années de sommeil du handball algérien, mais nous allons faire le

maximum pour détecter des jeunes joueurs, qui assureront une relève durable pour le hand algérien", a-t-il ajouté. La sélection algérienne a bouclé, dimanche, sa participation au Mondial 2021, avec un bilan de cinq défaites face, respectivement, à l'Islande (24-39), le Portugal (19-26), la France (26-29), la Norvège (23-36) et la Suisse (24-27), contre une seule victoire devant le Maroc (24-23).

Revenant sur les prestations de son équipe en terre égyptienne, Portes a estimé que ses joueurs ont été "pris de panique" lors du premier match face au Maroc, notamment, à cause du "manque de compétition", causé par la pandémie de coronavirus (Covid-19).

"Heureusement, nous avons réussi à inverser la tendance en deuxième période pour arracher la victoire, qui nous a permis de passer au tour principal", a-t-il dit.

"Je pense que le match face à la France est notre match référence au Mondial. C'était un grand moment, les joueurs étaient respectifs, en appliquant les consignes sur le terrain", a-t-il ajouté.

A la tête de la barre technique nationale depuis un an et demi, Alain Portes a réussi à hisser l'Algérie sur la troisième marche du podium de la CAN-2020, disputée en Tunisie, permettant aux Verts de renouer avec le Mondial après avoir raté les deux éditions 2017 et 2019.

APS

MERCATO

Al Ahli ne lâche pas Djamel Benlamri

Après avoir transmis une première proposition refusée il y a une semaine, les dirigeants d'Al Ahli sont revenus vers Djamel Benlamri avec une nouvelle offre.

Selon plusieurs médias saoudiens, les dirigeants d'Al Ahli auraient fait une nouvelle proposition à l'international algérien Benlamri. Le club saoudien serait prêt à offrir au joueur un salaire de 4 millions d'euros pour le convaincre de quitter l'Olympique Lyonnais.

Les médias saoudiens indiquent aussi que le défenseur algérien n'a pas encore donné sa réponse et que le club attend la décision finale de l'ex du NAHD pour se tourner vers d'autres pistes. L'OL, de son côté, ne devrait pas être un obstacle majeur à un éventuel départ, Benlamri étant en fin de contrat en juin 2021.

Soudani a résilié avec l'Olympiacos

L'attaquant international algérien El Arbi Hilal Soudani, 33 ans, a résilié son contrat qui le liait à l'Olympiacos jusqu'à la fin de la saison, selon nos informations.

Même s'il était libre de signer où il voulait en juin prochain, il peut, désormais, signer dans un nouveau club dès ce mercato hivernal et c'est fort probablement vers les pays du Golfe qu'il devrait se diriger après une belle carrière européenne durant dix ans. Arrivé en Grèce à l'été 2019, il réussira une bonne première saison avec 7 buts en 13 titularisations en Championnat mais cette saison, gêné par des blessures, il n'a joué que 129 minutes pour deux buts.

Adil Taoui ne manque pas de prétendants

Quelques semaines après avoir rompu son contrat avec Toulouse pour des raisons disciplinaires, le jeune attaquant franco-algérien Adil Taoui ne manque pas de prétendants. Selon Footmercato, l'attaquant d'origine algérienne a des touches en France, ainsi que d'autres pays européens, surtout en Allemagne.

Le joueur de 19 ans, qui était annoncé comme l'un des talents à suivre avec Toulouse cette saison, pourrait rebondir dans un autre club dès ce mercato.

QATAR

Superbe coup de ciseau de Belaïli

Titulaire en Coupe du prince du Qatar, l'international Youcef Belaïli a marqué d'un magnifique coup de ciseau. Alors que le score était de 1-1, il a donné l'avantage aux siens face à Al Shamal, d'un magnifique coup de ciseau au point de penalty, à la réception d'un centre venu de la droite (60e).

Cependant son club le Qatar SC a été éliminé aux tirs-aux-buts 5-4.

2050 - CLIMAT : PEUT-ON ENCORE
ÉVITER LE PIRE ?



21h00

W9

Catastrophes climatiques, crise sanitaire ou pénuries alimentaires... Ce documentaire propose de découvrir à quoi pourrait ressembler notre avenir si la population mondiale ne change pas son mode de consommation. Grâce aux témoignages de spécialistes et de scénarios reconstitués en images de synthèse, 2050 semble plus réaliste que jamais ! Alors, est-il déjà trop tard pour l'homme ? En 1979, Haroun Tazieff, l'un des plus grands scientifiques du XXe siècle, tirait déjà la sonnette d'alarme. Selon lui, le réchauffement climatique et les gaz à effet de serre pourraient avoir des conséquences catastrophiques. L'homme prédit déjà une hausse des températures de

ENQUÊTE SOUS HAUTE
TENSION



21h00

C8

Avec près de 100 hommes, la police municipale de Dunkerque représente le deuxième contingent du département du Nord après celui de Lille. Pour faire face à des comportements de plus en plus violents, elle s'est dotée d'une brigade canine et d'un groupe spécial, le GSI - Groupement de soutien et d'intervention, spécialisée dans les interventions musclées. Les hommes qui la composent, au plus près de l'action, interviennent sur les agressions, les rixes, mais également sur de nombreux délits liés aux excès d'alcool. Entre violences domestiques et femmes battues, la police municipale doit par ailleurs faire face à des opérations très délicates au cœur de l'intimité des familles.

DISPARITION
INQUIÉTANTE



21h00

2

Marié, deux enfants, un petit pavillon, Tony coche toutes les cases du bonheur de carte postale. Mais, cette perfection a un prix et ses fins de mois seraient intenable sans les petits deals auxquels il se livre en cachette de sa famille. Tony s'accommode de ces coups de canif à ses valeurs jusqu'à ce que, Laura, l'une de ses clientes meurt d'une overdose. L'enlèvement de la procureure Dassault serait-il en lien avec ce fait divers ? C'est ce que va tenter de découvrir Maya Rosetti, enceinte, en explorant l'intimité d'une femme dont elle ignorait tout,

PIÈCES À CONVICTION ENFANTS
PLACÉS : QUE FAIT LA
RÉPUBLIQUE ?



21h00

3

Le 16 janvier 2019, «Pièces à conviction» diffusait en prime time une enquête mettant en lumière le destin tragique de certains enfants placés ainsi que les dysfonctionnements au sein des services de la protection de l'enfance. Angle mort médiatique, le sujet suscite alors une prise de conscience collective : deux missions d'information sont ouvertes à l'Assemblée nationale et au Sénat, un secrétaire d'Etat à la Protection de l'enfance est nommé. Deux ans plus tard, qu'advient-il des 200.000 enfants placés en foyers ou en familles d'accueil ?



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

ALCESTE À BICYCLETTE



21h00

arte

Au sommet de sa carrière d'acteur, Serge Tanneur a quitté le monde du spectacle. Trop de colère, trop de lassitude. La fatigue d'un métier où tout le monde trahit tout le monde. Désormais, Serge vit en ermite dans une maison délabrée sur l'Île de Ré... Trois ans plus tard, Gauthier Valence, un acteur de télévision adulé des foules, abonné aux rôles de héros au grand cœur, débarque sur l'île. Il vient retrouver Serge pour lui proposer de jouer «Le Misanthrope» de Molière. Serge n'est-il pas devenu une pure incarnation du personnage d'Alceste ? ur scène

UN GRAND PAS POUR
L'ÉVOLUTION



21h00

4

L'une des aptitudes les plus importantes des hommes et des animaux est la vue. Elle permet de repérer le danger pour mieux l'éviter, et de trouver tout ce qui est nécessaire pour vivre au jour le jour. Elle nous donne également la possibilité d'apprécier la beauté du monde qui nous entoure. Pourtant cette faculté n'a pas toujours existé. Jusqu'il y a environ 500 millions d'années, les créatures qui peuplaient la planète ne voyaient pas. À l'aide d'images de synthèse, de recherches scientifiques sur le terrain et d'allers-retours entre le passé et le présent.

RECHERCHE APPARTEMENT
OU MAISON



21h00

6

Sylvie, 59 ans, est à la retraite et travaillait à la SNCF en tant que RH. Philippe, 57 ans, travaille quant à lui chez EDF et sera retraité l'année prochaine. Ils se connaissent depuis l'enfance, puisque leurs parents sont amis. Ils forment un couple à l'adolescence puis se sont perdus de vue. Ils se retrouvent il y a 4 ans et depuis, ils vivent le grand amour. Une belle histoire qu'ils vivent pour l'instant à distance. Sylvie vit dans le Morbihan et Philippe à Lille, mais ils se retrouvent le plus souvent possible. Ils ont décidé de chercher un petit appartement parisien pour leurs retrouvailles.

DOC
L'ORIGINE DU MAL



21h00

TF1

Julia ne trouve jamais le bon moment pour rappeler à Andrea la nature de leur relation. Lorenzo lui conseille de ne plus attendre. Quand elle rassemble enfin son courage, Caroline est admise à l'hôpital suite à un malaise. La fille du Doc minimise ses troubles, mais elle semble cacher un secret. Andrea et Agnès se demandent si leur fille se drogue. Son état de santé se dégrade. Andrea a l'impression d'être un étranger dans la vie de sa fille et il se sent impuissant.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information Libre

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard :
021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax :
023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax :
023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités
s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre

EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha-Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	06:24
Dohr	13:01
Asr	15:47
Maghreb	18:11
Icha	19:32

EN 2021

Le FMI prévoit une croissance mondiale de 5,5%

“ Dans un contexte d'incertitude exceptionnelle, l'économie mondiale devrait croître de 5,5% en 2021 et de 4,2% en 2022”, a indiqué, hier, le Fonds monétaire international (FMI), dans une note sur les perspectives économiques mondiales.

Bien que les récents programmes de vaccination aient suscité l'espoir d'un revirement de la pandémie plus tard cette année, les vagues et les nouvelles variantes du virus pose des problèmes pour les perspectives, précise l'institution de Bretton Woods.

Les prévisions pour 2021 sont révisées à la hausse, de 0,3 % par rapport aux prévisions précédentes, reflétant les attentes d'un renforcement de l'activité propulsé par la vaccination plus tard dans l'année et d'un soutien politique supplémentaire dans quelques grandes économies, selon le FMI.

L'Institution financière explique, que la reprise de la croissance prévue cette année fait suite à un effondrement grave en 2020, qui a eu des effets néfastes graves sur les femmes, les jeunes, les pauvres, les employés informels et ceux qui travaillent dans les secteurs à forte intensité



de contacts.

Le FMI a rappelé, que la contraction de la croissance mondiale pour 2020 est estimée à -3,5%, soit 0,9 % de plus que prévu dans les prévisions précédentes (reflétant une dynamique plus forte que prévu au second semestre 2020)

Conformément à la reprise de l'activité mondiale, les volumes du commerce mon-

dial devraient augmenter d'environ 8% en 2021, avant de se modérer à 6% en 2022. Le commerce des services devrait, toutefois, se redresser plus lentement que les volumes de marchandises, ce qui est cohérent avec le tourisme transfrontalier modéré et les voyages d'affaires jusqu'à ce que la transmission diminue partout, selon l'institution de Bretton Woods.

NOUVEAU VARIANT COVID-19

L'institut Pasteur d'Algérie se prépare

Alors que le dispositif de surveillance et de contrôle n'a pas été modifié, l'Institut Pasteur d'Algérie devra entamer les essais pour le séquençage génomique du coronavirus, pour prévenir les cas de contaminations aux nouveaux variant de virus. Interrogée par le quotidien El Watan, la Cheffe de département de virologie de l'IPA, le Pr. Salima Bouzeghoub, souligne que le séquençage les virus et les bactéries est une pratique courante au laboratoire de référence à l'IPA.

Selon elle, l'institut a “les moyens et les compétences pour le faire. c'est un travail de routine à notre niveau”. à titre d'exemple, elle cite : “Nous procédons au séquençage de virus de VIH depuis plusieurs années dans le cadre de suivi les malades séropositifs à la recherche les résistances”.

Elle souligne qu'en effet, “le séquençage peut être également adapté pour le Sars-cov-2 afin d'identifier les variants”, pré-

cisant qu'à ce jour, son département n'a “reçu aucun cas suspect de covid-19 nécessitant le séquençage génomique”. L'identification les mutations pourra se faire, ajoute encore le Pr. Salima Bouzeghoub, avec les réactifs spécifiques pour le séquençage génomique, mais aussi avec “certains tests RT/PCR”, qui sont “utilisés pour identifier ces variants chez un cas suspect, en procédant au screening”.

Rassurant que l'institut pasteur pourra effectuer cela “sans problème”, elle annonce “les essais pour le séquençage génomique de virus de la Covid-19 Seront entamés dès aujourd'hui, à l'institut pasteur d'Algérie nous étions en attente les réactifs”.

Pour le porte-parole de Comité scientifique chargé de suivi de l'évolution du coronavirus en Algérie, le Dr. Djamel Fourar, le renforcement de contrôle aux frontières reste la seule chose à faire face

aux menaces les différents variants. Selon lui, le contrôle, dans ce sens, est systématique.

Le Dr. Fourar préconise le “renforcement du contrôle aux frontières”

Le Comité scientifique se réunira “aujourd'hui, et cette question sera probablement évoquée”, selon les membres interrogés par le même journal. Cependant, “pour le moment, il n'y a aucune instruction relative au contrôle les diagnostics les personnes venant les pays où le variant est apparu”, selon eux. Il convient de noter, que plusieurs nouveaux variants de coronavirus on été signalés en Angleterre, en Afrique de Sud, au Brésil, en Californie ... face à cela, plusieurs pays envisagent de nouvelles mesures restrictives.

GRAND PRIX LITTÉRAIRE MOHAMMED DIB

Appel à candidatures

Le Conseil du prix littéraire Mohammed Dib a annoncé le lancement de l'appel à candidatures, pour la 8e édition du grand prix littéraire Mohammed Dib. Cette session récompensera un recueil de nouvelles ou un roman, pour chacune des trois versions proposées à concours : arabophone, amazighophone et francophone. Le prix littéraire Mohammed Dib est né, en même temps que l'Association culturelle “La Grande Maison” en 2001. Ce prix récompense les créations récentes des jeunes écrivains algériens. Le Jury du prix est un jury international composé des plus grand noms de l'écriture et de la critique littéraire.

Toute œuvre présentée pour l'obtention du Prix doit remplir certaines conditions. Les postulants doivent être publiés, pour la première fois, auprès d'une maison d'édition algérienne et cela entre le 01 octobre 2020 et le 5 janvier 2022. À la date limite fixée pour la réception des œuvres au concours, celles qui n'auront reçu qu'une confirmation d'édition mais qui n'auront pas encore été éditées ne seront pas acceptées.

Aucune candidature déposée à titre posthume ne sera acceptée. Si l'œuvre proposée l'a déjà été lors des sessions précédentes, elle ne sera plus prise en compte pour la session actuelle. Lors de la précédente édition, Prix Mohamed-Dib en langue arabe, a été attribué à Abdelmounaïm Bensayeh pour son roman intitulé “*Linargos al tarantila thoumanamout*”. Le Prix Mohamed-Dib, en langue Amazigh, est revenue à Mourad Zimu. Mourad Hadj Said de son vrai nom, por son roman “*Kawitu*”. Le Prix Mohamed-Dib, en langue française, est revenu à Mustapha Benfodil, écrivain, poète, dramaturge et grand reporter, pour son roman “*Body Writing*”.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

243 nouveaux cas positifs et 5 décès en 24 heures

Les chiffres de la pandémie du coronavirus, révélés hier mardi par le Pr Djamel Fourar, font état de 243 nouveaux cas positifs, 5 morts supplémentaires, 193 cas de guérisons et 36 patients en réanimation, pour les dernières vingt-quatre heures. Ce qui donne un total de 106.097 cas positifs, 2871 morts et 72.336 guérisons, depuis le début de la pandémie, en mars 2020.

VACCIN ASTRAZENECA

Polémique sur son efficacité chez les personnes âgées

Deux grands quotidiens allemands ont soutenu, que le vaccin anti-Covid du laboratoire AstraZeneca avait une efficacité limitée chez les personnes âgées.

Des informations qui ont obligé le fabricant du vaccin à le défendre et à démentir ces allégations faisant valoir les études scientifiques publiées déjà et qui prouvent son efficacité à 100% chez les seniors.

Le laboratoire pharmaceutique britannique AstraZeneca a défendu l'efficacité de son vaccin pour les personnes âgées de plus de 65 ans, démentant les affirmations de deux médias allemands selon lesquels Berlin remet en cause la perfor-

mance du produit pour cette classe d'âge. “Les articles selon lesquels l'efficacité du vaccin AstraZeneca/Oxford ne serait que de 8% chez les adultes de plus de 65 ans sont complètement faux”, a indiqué un porte-parole d'AstraZeneca, dans une déclaration transmise à l'AFP.

Le journal Bild Zeitung et le quotidien économique Handelsblatt ont affirmé le 25 janvier au soir que le gouvernement allemand doutait de l'efficacité du vaccin contre le Covid-19 d'AstraZeneca, développé avec l'université d'Oxford, sur les personnes âgées de plus de 65 ans. Selon Handelsblatt, qui se réclame de sources

gouvernementales, Berlin table sur une efficacité n'excédant pas les 8% pour cette classe d'âge. Bild Zeitung, qui évoque également des sources gouvernementales, écrit que la coalition d'Angela Merkel s'attend à ce que le vaccin AstraZeneca/Oxford, qui devrait recevoir vendredi le feu vert réglementaire de l'UE, ne soit pas homologué pour les plus de 65 ans, avec un impact important sur la stratégie vaccinale de nombreux pays.

Le laboratoire britannique, dont le vaccin est déjà autorisé et largement déployé au Royaume-Uni, explique encore dans son communiqué avoir

publié en novembre des données scientifiques, dans la revue The Lancet, “démontrant que les personnes âgées ont montré de fortes réponses immunitaires au vaccin, 100% d'entre elles ayant généré des anticorps spécifiques après la deuxième dose”. AstraZeneca a fait l'objet, lundi, d'un rappel à l'ordre de la Commission européenne après avoir annoncé la semaine dernière que les livraisons de son vaccin contre la Covid seraient moins importantes que prévu au premier trimestre en raison d'une “baisse de rendement” sur un site de fabrication européen.